



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ÉCONOMIE ET DE LA
PLANIFICATION

Rapport de suivi de l'économie et du développement

N°139- Edition d'octobre 2024

Direction de la Prévision et des Analyses Macroéconomiques

La **activité économique mondiale** progresserait de 3,2% en 2024, soutenue par le raffermissement en début d'année de l'activité économique et du commerce, la poursuite du recul de l'inflation et la baisse attendue des taux directeurs des principales banques centrales dans le monde. En perspective, la croissance mondiale se stabiliserait à 3,2% en 2025.

L'inflation mondiale continuerait de fléchir pour s'établir à 5,8% en 2024, notamment sous l'effet retardé des politiques monétaires restrictives. En perspective, l'inflation mondiale poursuivrait son fléchissement pour se situer à 4,3% en 2025.

Sur le marché des changes, le dollar US s'échange à 590,6 FCFA en septembre 2024, en dépréciation de 0,9% en rythme mensuel et de 3,8% en rythme annuel.

Sur le marché des matières premières, s'agissant des produits exportés, la tonne coton s'échange à 1 818,4 dollars US en septembre 2024, en hausse de 3,2% sur un mois, après cinq mois successifs de baisse. Par rapport à son niveau en septembre 2023, le cours du coton enregistre une décre de 15,8%. Le cours de l'once d'or établit un nouveau record en s'affichant à 2 568,1 dollars US en septembre 2024, correspondant à une progression de 4,0% par rapport au mois précédent et de 33,9% par rapport à son niveau de septembre 2023.

Quant aux cours des principaux produits importés, le cours du baril de pétrole s'affiche à 74,3 dollars US en septembre 2024, son niveau le plus bas depuis décembre 2021. Il est en baisse de 8,1% par rapport à août 2024 et 21,0% par rapport à septembre 2023. Concernant le cours du riz, il s'établit à 564,3 dollars US la tonne en septembre 2024, correspondant à un léger repli de 0,4% par rapport au mois précédent. Comparativement à septembre 2023, le repli est de 7,5%. S'agissant du cours du blé, il s'établit à 219,2 dollars US en septembre 2024, correspondant à un bond de 6,5% après trois mois successifs de baisse. Comparativement à son niveau de septembre 2023, le cours est un recul de 5,1%. Quant au cours du sucre, il connaît une flambée de 10,4% en se situant à 448,0 dollars US en septembre 2024 contre 405,7 dollars US au mois précédent. Toutefois, il est en chute de 22,7% comparativement à septembre 2023.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique ressortirait à 3,6% en 2024, résultant d'une croissance plus soutenue dans les deux tiers des pays. Toutefois, les perspectives restent soumises, notamment à la pénurie de financement, les coûts d'emprunt élevés et l'aggravation de l'instabilité politique et de l'insécurité. En perspective, une modeste reprise est prévue avec une croissance de 4,2% en 2025, à la faveur de la poursuite du redressement de la consommation et de l'investissement privés

L'inflation est en accentuation avec un taux projeté à 18,1% en 2024. En perspective, l'inflation diminuerait pour s'établir à 12,3 % en 2025.

Dans la zone UEMOA, la croissance économique ressortirait vigoureuse à 5,9% en 2024, en lien avec l'essor des activités des services et la hausse de la production de pétrole, notamment au Sénégal ainsi qu'avec l'augmentation de la production agricole attendue de la campagne 2024/2025.

L'inflation dans l'Union resterait maîtrisée en se situant à 3,7% en 2024, légèrement au-dessus de la norme communautaire de 3%, en raison principalement d'une campagne agricole 2023/2024 moins favorable, de difficultés d'approvisionnement des marchés consécutives à la situation sécuritaire, de l'augmentation des cours des produits alimentaires importés, ainsi que du renchérissement de l'énergie dans certains pays.

Sur le marché boursier régional, les indices BRVM enregistrent en septembre 2024 leur septième mois de hausses successives. L'indice BRVM Composite et l'indice BRVM 30 progressent tous de 5,3% après des hausses respectives de 5,8% et 6,1% en août 2024.

La capitalisation boursière enregistre une hausse de 1,9% en septembre 2024, en se situant à 19 968,8 milliards de FCFA, imputable à la hausse aussi bien de la capitalisation des actions (+3,0%) que de celle des obligations (+0,9%).

L'activité économique nationale progresserait de 5,5% en 2024. Cette progression est imprimée par le secteur tertiaire avec une contribution de 3,0 points de pourcentage. Quant aux secteurs primaire et secondaire, leur contribution à la croissance du PIB est respectivement de 1,3 et 1,2 point de pourcentage.

L'inflation s'affiche à 2,0% en 2024, sous les effets, notamment d'une bonne campagne agricole, de l'amélioration de la situation sécuritaire nationale, de la poursuite des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère, conjuguée à l'atténuation de l'inflation au niveau mondial. En perspective, l'inflation se stabiliserait à 2,0% en 2025.

La production industrielle d'or est évaluée à 39,248 tonnes à fin septembre 2024, correspondant à un niveau de réalisation de 66,2% de la prévision annuelle.

Les prix des principales denrées alimentaires connaissent de évolutions diverses en septembre 2024. En rythme mensuel, le prix au kg du niébé progresse de 11,6%. De légères progressions sont enregistrées pour le maïs blanc (+2,2%) et le mil-local (+0,6%). Pour le sorgho blanc, le prix reste stable.

Le prix moyen du sac de 50 kg de riz local est en hausse respectivement de 2,3% et celui importé de 0,8% par rapport au mois précédent. Le prix de la bouteille de 0,9

litre d'huile de palme importée demeure stable. Quant à celui *du litre de coton graine*, il baisse de 0,5% sur un mois. Le *prix moyen du kg de sucre en morceaux* et celui *de sucre en poudre* restent stables.

Au niveau des finances publiques, les recettes mobilisées s'élèvent à 2 207,7 milliards de FCFA à fin septembre 2024, en hausse de 9,4% par rapport à fin septembre 2023. Quant *aux dépenses publiques*, elles s'établissent à 2 709,2 milliards de FCFA, en progression de 9,5% en comparaison à la même période en 2023.

Les exportations totales de biens se chiffrent à 2 466,2 milliards de FCFA à fin septembre 2024, en hausse de 26,0% par rapport à la même période un an plus tôt. *Quant aux importations de biens*, elles ressortent à 2 795,6

milliards de FCFA, en progression de 6,2% par rapport à fin septembre 2023. Il en résulte un déficit de la balance commerciale de 329,2 milliards de FCFA.

Quant au financement aux agents économiques, *le volume des crédits octroyés* par le système bancaire se situe à 144,1 milliards de F CFA en septembre 2024, en baisse de 33,8% sur un mois et de 13,1% sur un an. *Selon la nature du débiteur*, la baisse du volume de crédits octroyés au cours du mois est principalement due à une forte régression des crédits accordés aux sociétés non financières publiques (-85,21%), aux autres sociétés non financières (-51,22%) et aux ISBLM (-51,14%).

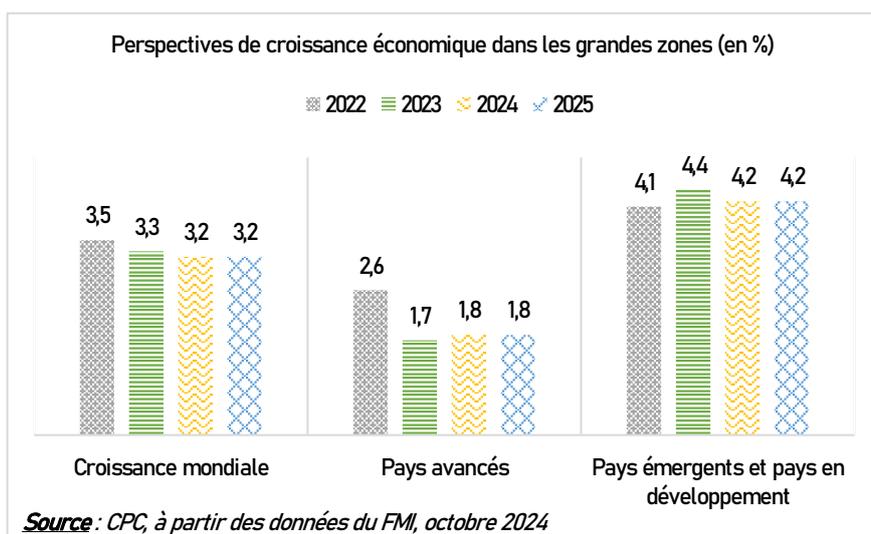
TABLE DES MATIERES

RESUME.....	1
TABLE DES MATIERES.....	2
PARTIE I- CONJONCTURE INTERNATIONALE.....	3
<i>I.1. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LE MONDE.....</i>	<i>3</i>
<i>I.2. COURS DE DEVICES.....</i>	<i>8</i>
<i>I.3. MARCHES DES MATIERES PREMIERES.....</i>	<i>9</i>
PARTIE II- CONJONCTURE NATIONALE.....	12
<i>II.1. ACTIVITE ECONOMIQUE.....</i>	<i>12</i>
<i>II.2. PRIX A LA CONSOMMATION.....</i>	<i>15</i>
<i>II.3. FINANCES PUBLIQUES.....</i>	<i>19</i>
<i>II.4. COMMERCE EXTERIEUR DE BIENS.....</i>	<i>20</i>
<i>II.5. MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ECONOMIE.....</i>	<i>23</i>

PARTIE I- CONJONCTURE INTERNATIONALE

La croissance économique mondiale reste stable et modérée conformément à la projection de juillet 2024. Cette croissance est le reflet de l'effet de l'assouplissement de la politique monétaire sur fond de poursuite du ralentissement de l'inflation. Dans les pays avancés, la croissance reste dynamique aux États-Unis et plus modérée en zone euro. Dans les pays émergents et les pays en développement, les perturbations de la production et du transport des produits de base, en particulier du pétrole, les conflits et des phénomènes météorologiques extrêmes ont entraîné des révisions à la baisse des perspectives, notamment pour l'Afrique subsaharienne. En outre, les tensions géopolitiques, la volatilité des marchés financiers et les problèmes dans le secteur immobilier chinois sont des risques potentiels qui pèsent sur les perspectives de croissance mondiale.

I.1. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LE MONDE



Au niveau mondial, la croissance économique se situerait à 3,2% en 2024 après 3,3% en 2023. Cette croissance serait soutenue par le raffermissement en début d'année de l'activité économique et du commerce, la poursuite du recul de l'inflation et la baisse attendue des taux directeurs des principales banques centrales dans le monde. En perspective, la croissance se stabiliserait à 3,2% en 2025.

Les prix à la consommation continuent de fléchir. Toutefois, ce fléchissement est freiné par

l'inflation des prix des services qui reste élevée. L'inflation mondiale se situerait à un niveau révisé à 5,8% en 2024 (-0,1 point de pourcentage) après 6,7% en 2023, sous l'effet retardé des politiques monétaires restrictives ainsi que l'atténuation des effets de transmission des baisses antérieures des prix, en particulier ceux de l'énergie. En perspective, l'inflation mondiale continuerait de régresser pour s'établir à 4,3% en 2025.

Dans les « **pays avancés** », la croissance économique se situerait à 1,8% en 2024 après 1,7% en 2023. En perspective, la croissance se stabiliserait à 1,8% en 2025. L'inflation décélérerait plus rapidement pour s'établir à 2,6% en 2024 contre 4,6% en 2023. En perspective, elle poursuivrait son fléchissement pour se situer à 2,0% en 2025. Dans les « **pays émergents et pays en développement** », la croissance économique ralentirait pour se situer à 4,2% en 2024 après 4,4% en 2023. En perspective, elle se stabiliserait à 4,2% en 2025. L'inflation ralentirait à 7,9% en 2024 après 8,1% en 2023. En 2025, elle continuerait de décélérer pour s'afficher à 5,9%.

Aux États-Unis, la croissance économique ressortirait à 2,8% en 2024 après 2,9% en 2023. Elle est révisée de 0,2 point de pourcentage de plus que les prévisions de juillet, en raison des résultats plus solides en matière d'investissement et de consommation en grande partie due par les fortes augmentations des salaires réels (en particulier parmi les ménages à faible revenu) et des effets de richesse. En perspective, la croissance ralentirait à 2,2% en 2025, en raison du resserrement progressif de la politique budgétaire et du ralentissement de la consommation.

L'inflation ralentirait à 2,9% en 2024 après 4,1% en 2023, et serait fonction de l'évolution de l'inflation sous-jacente (hors énergie et aliments). Elle poursuivrait sa décline pour se situer à 2,0% en 2025.

Dans la zone Euro, la croissance économique resterait modeste, avec une prévision un peu plus faible (-0,1 point de pourcentage) que prévu en avril et juillet. Elle se situerait à 0,8% en 2024, en hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2023, grâce à de meilleurs résultats à l'exportation, en particulier pour les marchandises. En 2025, la croissance continuerait d'augmenter pour atteindre 1,2%, soutenue par une demande intérieure plus forte. L'augmentation des salaires réels devrait stimuler la consommation, et un assouplissement progressif de la politique monétaire devrait soutenir l'investissement. La faiblesse persistante du secteur manufacturier pèse sur la croissance de pays tels que l'Allemagne et l'Italie. Toutefois, alors que la demande intérieure de l'Italie bénéficie du plan national

de relance et de résilience financé par l'Union européenne, l'Allemagne subit les pressions de l'assainissement budgétaire et d'une forte baisse des prix de l'immobilier.

En particulier, la croissance économique en *Allemagne* sera nulle (0,0%) en 2024 contre une contraction de 0,3% en 2023) La croissance se stabiliserait en la *France* (1,1% en 2024 comme en 2023) et en l'*Italie* (0,7% en 2024 après 0,7% en 2023). En *Espagne*, elle s'accélère (2,9% en 2024 après 2,7% en 2023).

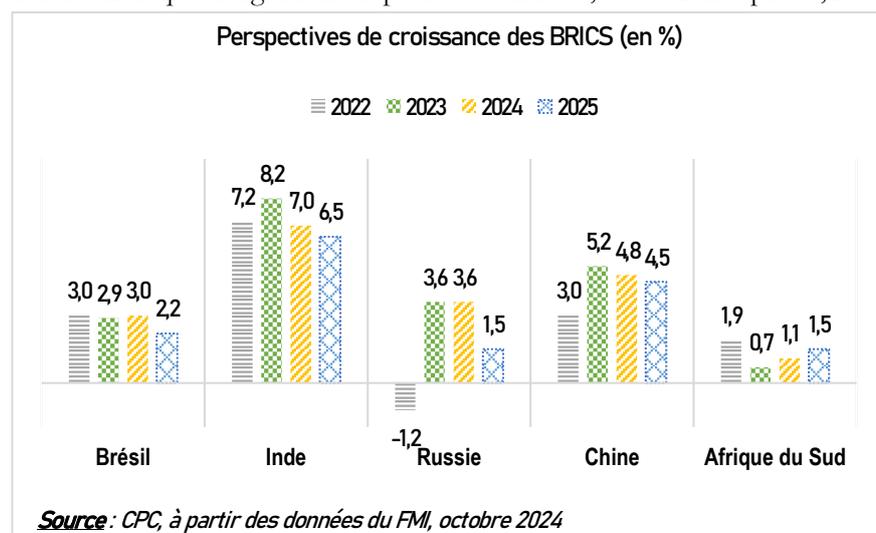
En 2025, la croissance de la zone Euro ressortirait à 1,2%, en lien avec une consommation plus forte au vu de l'augmentation des salaires réels, ainsi qu'avec des investissements plus élevés qui résultent de conditions de financement plus favorables sur fond d'assouplissement progressif des politiques monétaires. En Allemagne, la croissance est projetée à 0,8% en 2025, en France à 1,1%, en Italie à 0,8% et en Espagne à 2,1%.

Quant à l'inflation de la zone, elle s'atténuerait pour s'afficher à 2,4% en 2024 après 5,7% en 2023. Cette atténuation résulterait, notamment de l'amenuisement des effets des chocs énergétiques passés et de l'incidence persistante du resserrement de la politique monétaire sur la demande. L'inflation est projetée en décélération à 2,0% en 2025.

Au Japon, la croissance est révisée à la baisse de 0,6 point de pourcentage. Elle décélérerait à 0,3% en 2024 après 1,7% en 2023. Ce ralentissement est le reflet des perturbations temporaires de l'offre dans l'industrie automobile et la disparition de facteurs ponctuels qui ont stimulé l'activité en 2023, tels que l'essor du tourisme. En perspective, une accélération à 1,1% est prévue en 2025, soutenue par la consommation privée et le renforcement de la croissance des salaires réels.

L'inflation quant à elle, enregistrerait une décélération continue avec un taux attendu à 2,2% en 2024 contre 3,3% en 2023. En perspective, l'inflation continuerait de ralentir pour se situer à 2,0% en 2025.

Dans les BRICS, concernant la **Chine**, la croissance est révisée à la baisse de 0,2 point de pourcentage en lien avec la faiblesse persistante du secteur immobilier et le manque de confiance des consommateurs. Toutefois, la croissance ne ralentirait que marginalement pour s'afficher à 4,8% en 2024 après 5,2% en 2023. Le maintien de ce dynamisme



est en grande partie grâce à des exportations nettes plus importantes que prévu. En perspective, la croissance ralentirait de nouveau pour s'établir à 4,5% en 2025.

L'inflation est en légère augmentation, mais resterait faible en se situant à 0,4% en 2024 après 0,2% en 2023. En 2025, elle s'accroîtrait pour ressortir à 1,7%.

S'agissant de la **Russie**, la croissance économique resterait robuste malgré les sanctions

économiques. Elle se stabiliserait à 3,6% en 2024 comme en 2023, principalement soutenue par les dépenses publiques, notamment militaires, dans le contexte de conflit avec l'Ukraine. En 2025, la croissance ralentirait pour s'établir à 1,3%, en lien avec le ralentissement de la consommation et l'investissement privés dans un contexte de resserrement du marché du travail et de ralentissement de la croissance des salaires.

L'inflation est persistante, principalement due aux pressions inflationnistes internes et aux sanctions économiques encore en place. Elle s'accroîtrait pour atteindre 7,9% en 2024 après 5,9% en 2023, alimentée par les dépenses fédérales tirées par la demande liée au secteur de la défense ainsi que par la hausse des salaires réels, conséquence des pénuries de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs. En 2025, l'inflation est attendue à 5,9%.

Pour ce qui est de l'**Inde**, le taux de croissance resterait fort à 7,0% en 2024 après 8,2% en 2023, du fait des effets différés d'une croissance plus forte que prévu un an plutôt et de l'amélioration des perspectives de la consommation privée, en particulier dans les zones rurales. Pour 2025, la croissance économique resterait vigoureuse en s'affichant à 6,5%.

L'inflation s'atténuerait pour s'établir à 4,4% en 2024 après 5,4% une année plus tôt, à la faveur d'un assouplissement attendu de la politique monétaire. Elle est projetée à 4,1% en 2025.

En ce qui concerne le **Brésil**, la croissance économique ressortirait à 3,0 % en 2024 après 2,9% en 2023. Elle est révisée à la hausse de 0,9 point de pourcentage pour 2024, par rapport aux projections de la mise à jour de juillet 2024, en raison d'une consommation et d'un investissement privés plus importants au cours du premier semestre de l'année grâce à un marché du travail tendu, à des transferts gouvernementaux et à des perturbations moins importantes que prévu dues aux inondations. En perspective, la croissance devrait se modérer davantage, compte tenu de la politique monétaire toujours restrictive et du refroidissement attendu du marché du travail. Elle est attendue à 2,2 % en 2025.

L'inflation s'atténuerait pour s'afficher à 4,3% en 2024 après 4,6% en 2023, expliquée par des taux d'intérêts toujours élevés en dépit de l'assouplissement progressif de la politique monétaire entamée depuis août 2023. En 2025, l'inflation est projetée à 3,6%.

Quant à **l'Afrique du Sud**, la croissance économique resterait faible en ressortant à 1,1% en 2024 après 0,7% en 2023, en raison de la persistance des pénuries d'énergie et des difficultés logistiques portuaires et ferroviaires. En perspective, la croissance économique est projetée à 1,5% en 2025.

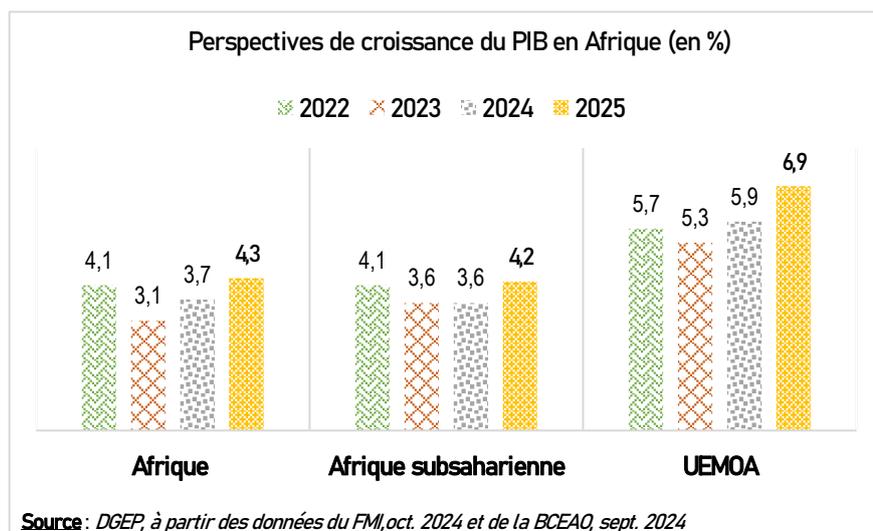
Quant à l'inflation, elle s'atténuerait pour s'établir à 4,7% en 2024 après 5,9% en 2023, en raison essentiellement du maintien d'une politique monétaire restrictive. Pour 2025, l'inflation ralentirait à 4,5%.

En Afrique¹, la croissance économique s'accélérait pour atteindre 3,7% en 2024 après 3,1% en 2023, soutenue par l'amélioration attendue des conditions économiques mondiales et par des mesures de politiques efficaces.

En perspective, la croissance se consoliderait à 4,3% en 2025 à mesure que s'estomperont la plupart des effets des facteurs de la décélération de 2023. Ces facteurs sont la persistance des prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie, la faiblesse de la demande mondiale pesant sur les performances des exportations, le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes qui entravent la productivité agricole et la production d'électricité, ainsi que les poches d'instabilité politique et de conflits.

L'inflation reste obstinément élevée et continue de peser sur la croissance des économies africaines. Elle ressortirait à 17,8% en 2024 après 17,0 % en 2023. Cette accentuation se reflète notamment dans le niveau élevé des prix des produits alimentaires et le déséquilibre entre l'offre et la demande sur les marchés alimentaires nationaux et mondiaux. En 2025, l'inflation se tasserait grâce à la baisse attendue des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et à une politique monétaire rigoureuse.

En Afrique subsaharienne², la croissance économique ressortirait à 3,6% en 2024 après 3,4% en 2023. Cette



reprise, après deux années consécutives de ralentissement, s'expliquerait par une croissance plus soutenue dans 2/3 des pays. Toutefois, cette croissance reste soumise aux effets néfastes de plusieurs facteurs, notamment les conflits, l'insécurité et les périodes de sécheresse. On note également les conditions de financement aussi bien intérieur qu'extérieur qui demeurent restrictives.

Au Nigéria, la croissance se stabiliserait à 2,9% en 2024 comme

¹ BAD : Performance et perspectives économiques de l'Afrique, mai 2024

² FMI, Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne, octobre 2024

en 2023, portée par son secteur pétrolier. *Au Ghana*, la croissance économique s'établirait à 3,1% en 2024 après 2,9% en 2023.

En perspective, la croissance économique de la zone s'accélérait modérément pour se situer à 4,2 % en 2025, à la faveur de la poursuite du redressement de la consommation et de l'investissement privés. *Au Nigéria*, la croissance économique ressortirait à 3,2% en 2025 tandis qu'*au Ghana*, elle s'accélérait pour se situer à 4,4%.

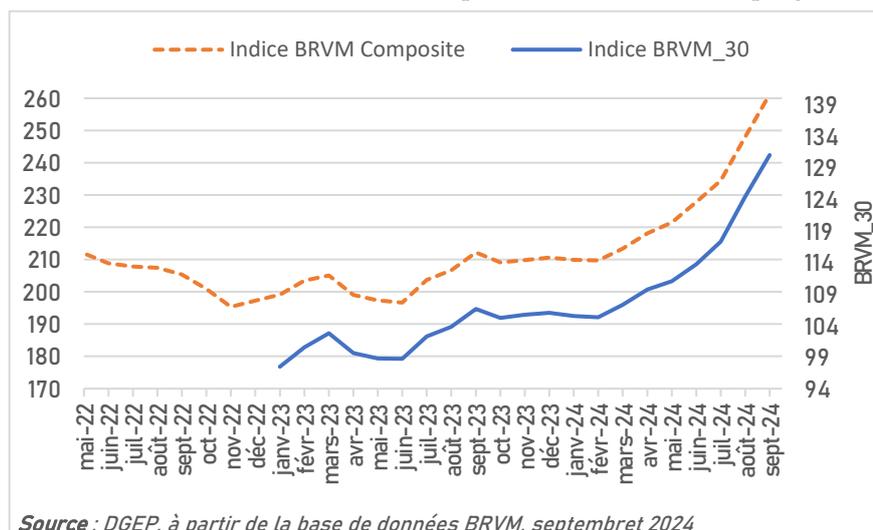
L'inflation demeure élevée dans la zone subsaharienne. Elle s'accroîtrait pour ressortir à 18,1% en 2024 après 17,6% en 2023. *Au Nigéria*, l'inflation se situerait à 32,5% après 24,7% en 2023. *Au Ghana*, elle s'afficherait à 19,5% en 2024 après 39,2% en 2023. En 2025, l'inflation ralentirait à 12,3% pour la région. Elle s'établirait à 25,0% *au Nigéria* et à 11,5% *au Ghana*.

Dans la Zone UEMOA³, la croissance économique dans l'Union ressortirait vigoureuse à 5,9% en 2024 après 5,3% en 2023. Cette croissance serait portée par les secteurs tertiaire et secondaire, en lien avec l'essor des activités des services et la hausse de la production de pétrole, notamment avec le démarrage de l'exploitation du champ pétrolier offshore Sangomar au Sénégal. Aussi, il est à noter un apport du secteur primaire porté par l'augmentation de la production agricole attendue de la campagne 2024/2025, en raison de la poursuite de la mise en œuvre, dans la plupart des pays, de programmes visant à améliorer les rendements des principales spéculations.

En perspective la croissance économique de l'Union ressortirait à 6,9% en 2025, sous l'effet de la hausse des productions industrielles et agricoles, de l'essor des BTP consécutif à la poursuite des projets de construction et de renforcement des infrastructures socioéconomiques de base dans la plupart des Etats membres de la Zone, ainsi que les investissements dans des projets d'exploitation pétrolière.

L'inflation dans l'Union s'afficherait à 3,7% en 2024 comme en 2023, mais en hausse de 0,8 pdp par rapport à la dernière prévision. Cette légère accélération de l'inflation est principalement due à une campagne agricole 2023/2024 moins favorable, aux difficultés d'approvisionnement des marchés consécutives à la situation sécuritaire, à l'augmentation des cours des produits alimentaires importés, ainsi qu'au renchérissement de l'énergie dans certains pays. En perspective, l'inflation est projetée en légère baisse à 2,9% pour 2025. Toutefois, elle reste sujette à des risques haussiers liés, notamment à la persistance de la situation sécuritaire dans certains pays, à l'impact de conditions climatiques défavorables sur la production agricole et à l'effet d'une accentuation des tensions géopolitiques sur les prix mondiaux des produits énergétiques et alimentaires.

Sur le marché financier régional, en septembre 2024, les indices BRVM enregistrent leur septième mois de hausses successives. En effet, l'indice BRVM Composite et l'indice BRVM 30 progressent de 5,3% après des hausses respectives de 5,8% et 6,1% en août 2024.



Cette progression de septembre est imputable au dynamisme de la plupart des secteurs d'activités : « services publics » (+7,1%), « transport » (+6,0%), « industrie » (+4,4%), « finances » (+3,5%), « agriculture » (+3,1%), « Distribution » (+2,0%). Les autres secteurs pris globalement ont connu une baisse de 1,7%.

En rythme annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 sont en hausse, respectivement de 23,1% et 22,9%.

³ BCEAO, Rapport sur la Politique Monétaire dans l'UMOA, septembre 2024



La capitalisation boursière enregistre une hausse de 1,9% en septembre 2024, en se situant à 19 968,8 milliards de FCFA.

Cette performance résulte de la hausse aussi bien de la capitalisation des actions que de celle des obligations. En effet, la valeur totale des actions cotée à la BRVM progression de 3,0% pour ressortir à 9 488,3 milliards de FCFA. Celle des obligations est en légère hausse de 0,9% pour se situer à 10 480,5 milliards de FCFA. En

rythme annuel, la capitalisation des actions et celle des obligations sont en hausse, respectivement de 10,3% et 3,4%.

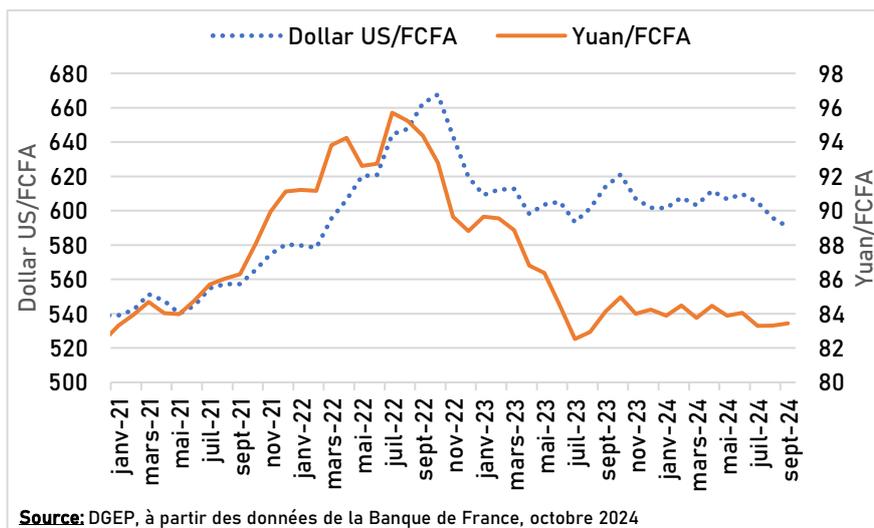
Tableau 1: Récapitulatif des indicateurs de l'environnement économique international

Rubrique	2022	2023	2024	2025
Croissance économique (%)				
- Mondiale	3,5	3,3	3,2	3,2
- Etats Unis d'Amérique	1,9	2,9	2,8	2,2
- Zone euro	3,4	0,4	0,8	1,2
- Allemagne	1,8	-0,3	0,0	0,8
- France	2,6	1,1	1,1	1,1
- Italie	4,0	0,7	0,7	0,8
- Espagne	5,8	2,7	2,9	2,1
- Japon	1,0	1,7	0,3	1,1
- Brésil	3,0	2,9	3,0	2,2
- Chine	3,0	5,2	4,8	4,5
- Inde	7,2	8,2	7,0	6,5
- Russie	-1,2	3,6	3,6	1,3
- Afrique	4,1	3,1	3,7	4,3
- Afrique Subsaharienne	4,0	3,6	3,6	4,2
- Afrique du Sud	1,9	0,7	1,1	1,5
- Nigéria	3,3	2,9	2,9	3,2
- Ghana	3,1	2,9	3,1	4,4
- UEMOA	5,7	5,3	5,9	6,9
- Côte d'Ivoire	6,2	6,5	6,8	6,5
- Sénégal	3,8	4,6	7,3	10,2
Inflation (%)				
- Mondiale	8,7	6,7	5,8	4,3
- Etats Unis d'Amérique	8,0	4,1	2,9	2,0
- Zone euro	8,4	5,7	2,4	2,0
- Allemagne	8,7	6,0	2,4	2,0
- France	5,9	5,7	2,3	1,6
- Italie	8,7	5,9	1,3	2,1
- Espagne	8,3	3,4	2,8	1,9
- Japon	2,5	3,3	2,2	2,0
- Brésil	9,3	4,6	4,1	3,0
- Chine	2,0	0,2	0,4	1,7
- Inde	6,7	5,4	4,4	4,1
- Russie	13,7	5,9	7,9	5,9
- Afrique	14,1	17,0	17,8	
- Afrique subsaharienne	14,5	17,6	18,1	12,3
- Afrique du Sud	6,9	5,9	4,7	4,5
- Nigéria	18,8	24,7	32,5	25,0
- Ghana	31,7	37,5	19,5	11,5
- UEMOA	7,4	3,7	2,9	2,4
- Côte d'Ivoire	5,2	4,4	1,7	0,8
- Sénégal	9,7	5,9	2,1	2,2

Source : DGEF, à partir des données du FMI, juillet et octobre 2024, de la BAD, mai 2024 et de la BCEAO, octobre 2024

I.2. COURS DE DEVISES

Cours du dollar US et du yuan par rapport franc CFA



Le cours du dollar US s'affiche à 590,6 FCFA en septembre 2024, se dépréciant de 0,9% en rythme mensuel et bouclant ainsi trois mois successifs de dépréciation. De même, une dépréciation de 3,8% est enregistrée comparativement au mois de septembre 2023.

La dépréciation du dollar US en septembre 2024 serait liée, notamment à la dynamique d'assouplissement de la politique monétaire entamée par la Réserve fédérale le 18 septembre 2024,

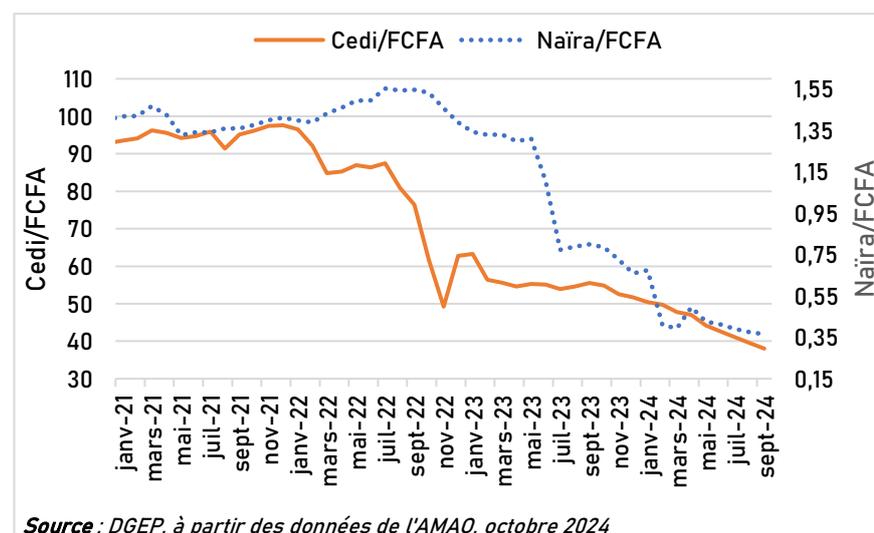
visant à stimuler l'économie américaine. Par ailleurs, l'effet des anticipations de baisse des taux d'intérêt au regard de la désinflation en cours a contribué à une perte de valeur du dollar.

Au troisième trimestre 2024, le *cours moyen du dollar américain* s'établit à 597,1 FCFA, en dépréciation de 2,0% comparativement au trimestre précédent et de 1,0% par rapport au troisième trimestre 2023.

S'agissant du yuan, soutenu notamment par des exportations robustes, il enregistre une légère appréciation de 0,2% en rythme mensuel en se situant à 83,4 FCFA en septembre 2024. Comparativement au même mois, un an plus tôt, le yuan affiche une dépréciation de 0,8%.

Au troisième trimestre 2024, le *cours moyen du yuan* s'établit à 83,4 FCFA, correspondant à une dépréciation de 0,9% par rapport au deuxième trimestre 2024. Comparativement au troisième trimestre 2023, il affiche une appréciation de 0,2%.

Cours du cedi et du naira par rapport au franc CFA



En septembre 2024, le *taux de change du naira* poursuit sa dépréciation en s'établissant à 0,37 FCFA. En effet, il perd 2,6% et 54,3% de sa valeur respectivement par rapport au mois précédent et comparativement à septembre 2023.

La dépréciation continue du naira s'inscrit dans un contexte de libéralisation du change qui a entraîné une pression sur l'offre de devises sur le marché, exacerbée par une baisse des réserves de change du pays. De plus, la récente

augmentation des taux directeurs le 24 septembre par la Banque centrale du Nigeria (CBN) n'a pas suffi à stabiliser le naira face à la forte demande de devises étrangères.

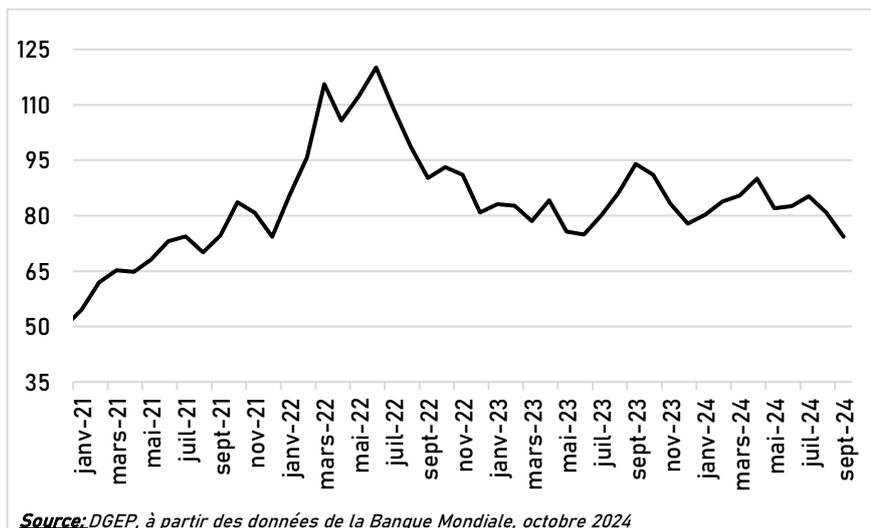
Au troisième trimestre 2024, le *cours moyen du naira* se situe à 0,38 FCFA, en dépréciation de 15,2% sur un trimestre et de 52,1% sur un an.

Quant au *cedi*, sa valeur poursuit sa baisse par rapport au FCFA. Il s'est affiché à 38,0 FCFA en septembre 2024, en dépréciation de 3,7% en rythme mensuel et de 31,5% en rythme annuel.

Au troisième trimestre 2024, le *cedi* enregistre un *cours moyen* de 39,5 FCFA, en dépréciation de 11,4% par rapport au trimestre précédent. Ce cours moyen comparé à celui du troisième trimestre 2023 se traduit par une perte de valeur de 27,7%.

I.3. MARCHES DES MATIERES PREMIERES

Cours du baril de pétrole Brent en dollar US



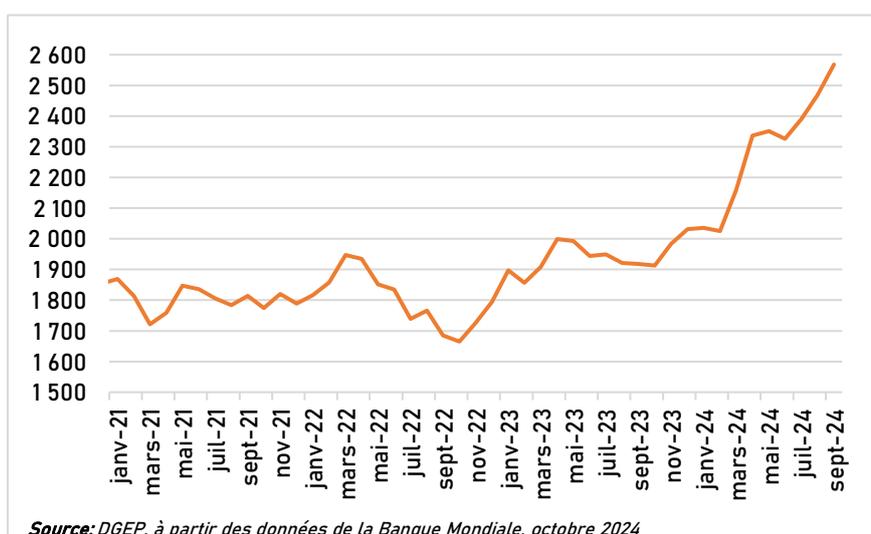
Le cours du baril de pétrole s'établit à 74,3 dollars US en septembre 2024, en chute de 8,1% sur un mois et indiquant le niveau le plus bas enregistré depuis décembre 2021. Ce niveau du cours rapporté à celui de septembre 2023 traduit un déclin de 21,0%.

Le cours du baril de pétrole a poursuivi sa contraction malgré un contexte géopolitique marqué par de fortes tensions et la prolongation des réductions volontaires de production de l'OPEP+ pour deux mois supplémentaires. Ce repli s'expliquerait principalement par un

excédent d'offre sur le marché face à un ralentissement de la demande, notamment en raison des perspectives économiques incertaines en Chine et au Etats Unis.

En s'établissant en moyenne à 80,2 dollars US au troisième trimestre 2024, le *cours moyen* du baril de pétrole affiche des baisses respectives de 5,6% et 7,6% comparativement au deuxième trimestre 2024 et par rapport au troisième trimestre 2023.

Cours mondial de l'once d'or en dollar US



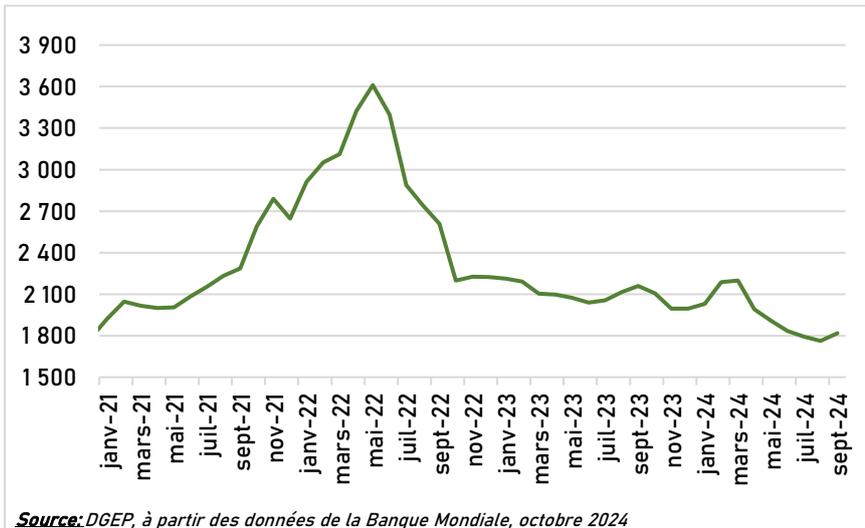
Le cours de l'once d'or établit un nouveau record en s'affichant à 2 568,1 dollars US en septembre 2024, correspondant à une progression de 4,0% par rapport au mois précédent. Dans la même tendance, une envolée de 33,9% est constatée en rapportant le cours de septembre 2024 à celui du même mois de 2023.

La poursuite de l'embellie du cours de l'or en septembre 2024 serait essentiellement attribuable à la baisse des taux directeurs des

principales banques centrales et aux risques d'exacerbation des tensions géopolitiques. Aussi, les achats stratégiques d'or par les banques centrales, en particulier celles des pays émergents ont soutenu la demande.

Au troisième trimestre 2024, le *cours moyen* de l'once d'or s'établit à 2 475,6 dollars US, en hausse de 5,9% comparativement au trimestre précédent. Rapporté à celui du troisième trimestre 2023, il enregistre une flambée de 28,3%.

Cours mondial du coton en dollar US/tonne



Source: DGEP, à partir des données de la Banque Mondiale, octobre 2024

La tonne de coton s'échange à 1 818,4 dollars US en septembre 2024 après 1 761,3 dollars US au mois précédent, soit une hausse de 3,2%. Cette progression marque une rupture après cinq mois successifs de contraction.

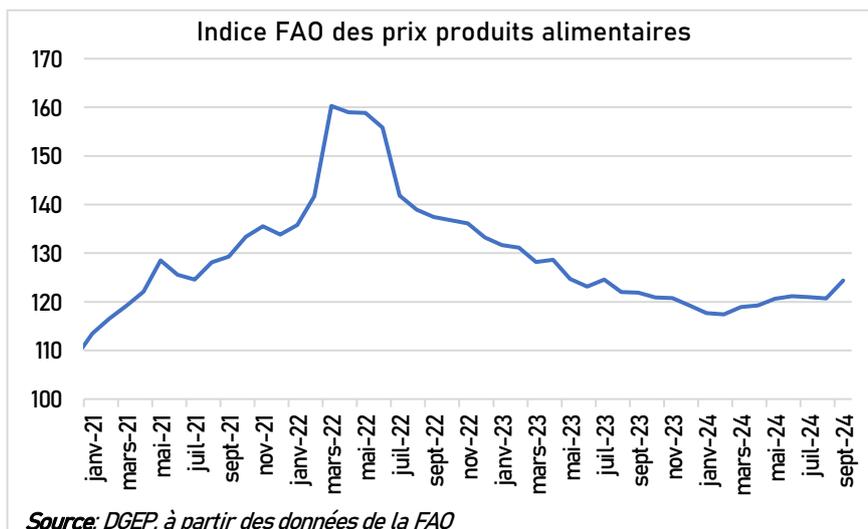
En rythme annuel, le cours de la tonne de coton enregistre une décre de 15,8%.

L'augmentation du cours de la tonne de coton en septembre 2024 serait imputable à une réduction dite ponctuelle par certains

analystes de l'offre, notamment aux Etats Unis.

Au troisième trimestre 2024, le cours moyen du coton s'affiche à 1 790,8 dollars US, en baisse de 6,3% comparativement au trimestre précédent et une chute de 15,1% comparativement au troisième trimestre 2023.

Prix des produits alimentaires



Source: DGEP, à partir des données de la FAO

En septembre 2024, le prix moyen des produits alimentaires enregistre une augmentation après deux mois consécutifs de légères baisses. En effet, l'indice FAO des prix des produits alimentaires s'établit à 124,4 en septembre 2024, traduisant un bond de 3,0% par rapport à son niveau révisé du mois précédent. Comparé à son niveau de septembre 2023, l'indice affiche également une hausse de 2,1%.

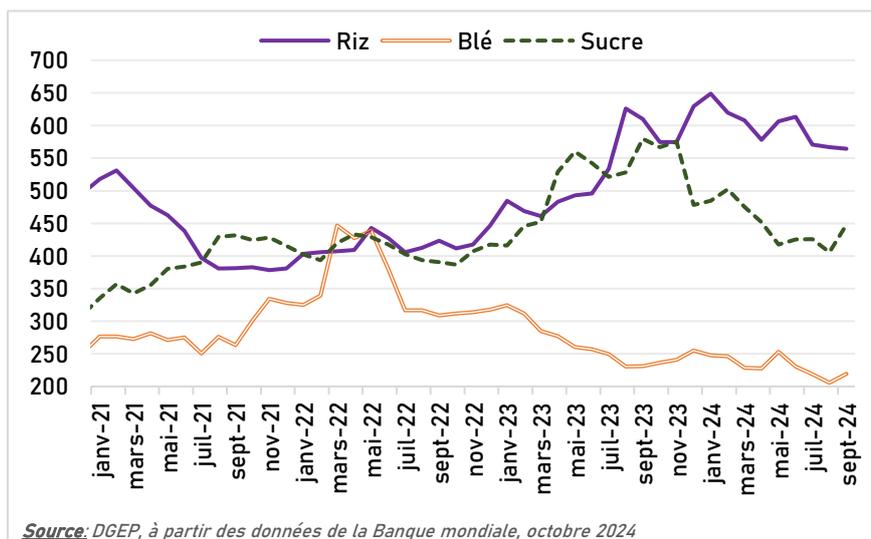
Au cours du mois, l'ensemble des prix connaît une augmentation en

dépit du léger recul des prix du riz au niveau des céréales. Ainsi, cette hausse est imprimée par la flambée du sucre (+10,4%), la progression des prix des huiles (+4,6%), des produits laitiers (+3,8%), des céréales (+3,0%) et dans une moindre mesure de celui de la viande (+0,4%).

Au troisième trimestre 2024, les produits alimentaires enregistrent une hausse de 1,4% par rapport au trimestre précédent avec un indice de 122,0. Cette augmentation est principalement expliquée par la hausse généralisée des prix de l'ensemble des produits alimentaires au cours du mois de septembre 2024. Toutefois, comparativement au troisième trimestre 2023, le prix moyen sont en baisse de 0,6%.

L'indice FAO des prix des produits alimentaires est une mesure de la variation mensuelle des cours internationaux d'un panier de produits alimentaires de base. Il s'agit de la moyenne des indices des cinq groupes de produits de base (viande, produits laitiers, céréale, huiles végétales et sucre), pondérée selon la part respective moyenne des exportations de chacun des groupes pour la période 2014-2016.

Cours mondial du riz, du sucre et du blé en dollar US/tonne



En septembre 2024, les cours du riz, du blé et du sucre connaissent des variations quelque peu diverses par rapport au mois précédent.

S'agissant du cours du riz, il s'établit à 564,3 dollars US la tonne en septembre 2024 contre 566,7 au mois précédent, soit une légère contraction de 0,4% clôturant le trimestre en repli. La baisse mensuelle s'expliquerait par la morosité de la demande conjuguée à une offre abondante en raison de la disponibilité des nouvelles

récoltes. Le niveau du cours de la tonne de riz en septembre 2024 rapporté à celui de septembre 2023 correspond à une décre de 7,5%.

En rythme trimestriel, le cours moyen de la tonne de riz est en repli de 5,3% pour se situer à 567,3 dollars US au troisième trimestre 2024. En rythme annuel, le repli est de 3,8%.

En ce qui concerne le cours de la tonne de blé, après trois mois successifs de recul, il enregistre un bond de 6,5% en rythme mensuel pour s'établir à 219,2 dollars US en septembre 2024. Ce bond serait en lien, notamment avec les conditions météorologiques défavorables ont considérablement réduit les rendements des cultures. Toutefois, cette progression du cours a été limitée par les disponibilités en provenance de la région de la mer noire. Comparé à son niveau de septembre 2023, le cours de la tonne de blé indique un recul de 5,1%.

Au troisième trimestre 2024, la tonne de blé enregistre un cours moyen de 214,6 dollars US, correspondant à un repli de 9,5% aussi bien en variation trimestrielle qu'en rythme annuel.

Quant au cours du sucre, il connaît une flambée de 10,4% en se situant à 448,0 dollars US en septembre 2024 contre 405,7 dollars US au mois précédent. Cette envolée serait due aux craintes d'un resserrement de l'offre mondiale en raison de la dégradation des perspectives de récolte de canne à sucre au Brésil et aux inquiétudes suscitées par les décisions des autorités indiennes concernant la levée des restrictions sur l'utilisation de la canne à sucre pour produire de l'éthanol. Toutefois, le niveau du cours de septembre 2024 rapporté à celui du même mois un an plus tôt est en chute de 22,7%.

Au terme du troisième trimestre 2024, le cours de la tonne de sucre s'établit à 426,5 dollars US en moyenne, en repli de 1,2% par rapport au trimestre précédent et de 21,4% comparativement au troisième trimestre 2023.

Tableau 2: Taux de change de quelques monnaies et cours mondiaux des principales matières premières

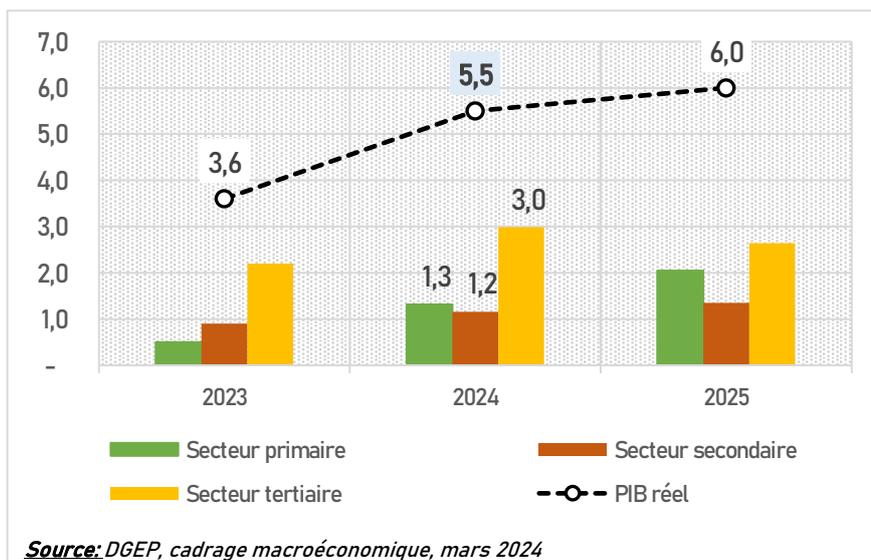
Rubrique	Sept-2023	Août 2024	Sept 2024
Taux du dollar US par rapport au FCFA	614,0	595,7	590,6
Taux du yuan par rapport au FCFA	84,1	83,3	83,4
Taux du naïra par rapport au FCFA	0,80	0,37	0,37
Taux du cedi par rapport au FCFA	55,5	39,5	38,0
Cours du baril pétrole en dollar US	94,0	80,9	74,3
Cours mondial de l'once d'or en dollar US	1918,4	2 468,2	2568,1
Cours mondial du coton en dollar US /tonne	2159,4	1 761,3	1818,4
Cours mondial du riz en dollar US /tonne	609,9	566,7	564,3
Cours mondial du sucre en dollar US /tonne	579,6	405,7	448,0
Cours mondial du blé en dollar US/tonne	231,1	205,8	219,2

Source : DGEP, à partir des données de la Banque Mondiale, de la Banque de France et de l'AMAO, octobre 2024

PARTIE II- CONJONCTURE NATIONALE

II.1. ACTIVITE ECONOMIQUE

Croissance du PIB et contributions sectorielles



L'activité économique nationale poursuivrait son expansion en 2024 avec un taux de croissance projeté à 5,5% en progression de 1,9 point de pourcentage sur un an.

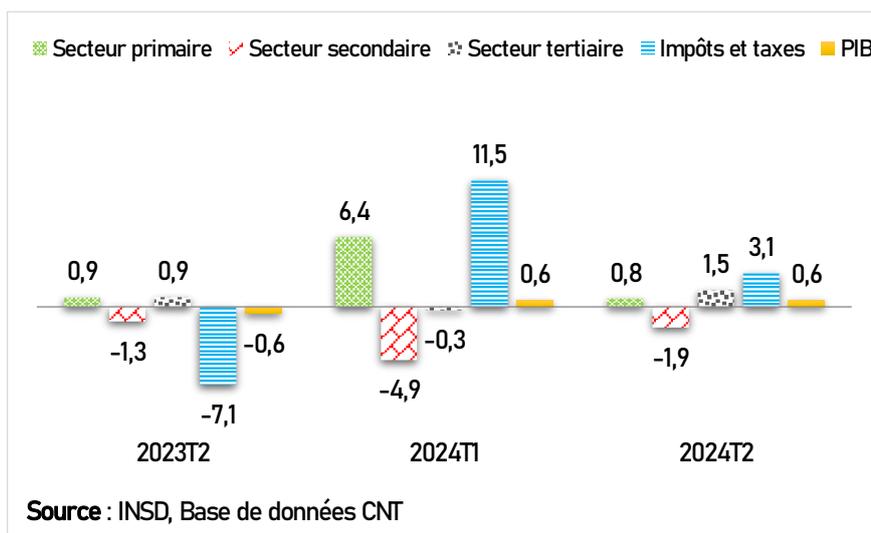
Le secteur tertiaire (y compris impôts et taxes nets sur les produits) contribuerait à hauteur de 3,0 points de pourcentage à la croissance du PIB, le secteur primaire à 1,3 point de pourcentage et le secteur secondaire à 1,2 point de pourcentage.

En perspective, l'activité économique maintiendrait son dynamisme avec une croissance projetée à 6,0% en 2025, sous les hypothèses, notamment d'une situation sécuritaire nationale normalisée, d'un climat socio-politique apaisé et d'une pluviosité favorable.

L'inflation resterait maîtrisée en dessous de la norme communautaire de 3% au maximum. Elle ressortirait à 2,0% en 2024 après 0,7% en 2023, sous les effets notamment d'une bonne campagne agricole, de l'amélioration de la situation sécuritaire nationale, de la poursuite des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère, conjuguée à l'atténuation des tensions géopolitiques. En perspective pour 2025, l'inflation se stabiliserait à 2,0%.

Les principaux indicateurs d'activités s'affichent globalement en décélération en mai 2024 comparativement à leurs niveaux au même mois un an plus tôt.

Croissance du PIB trimestriel



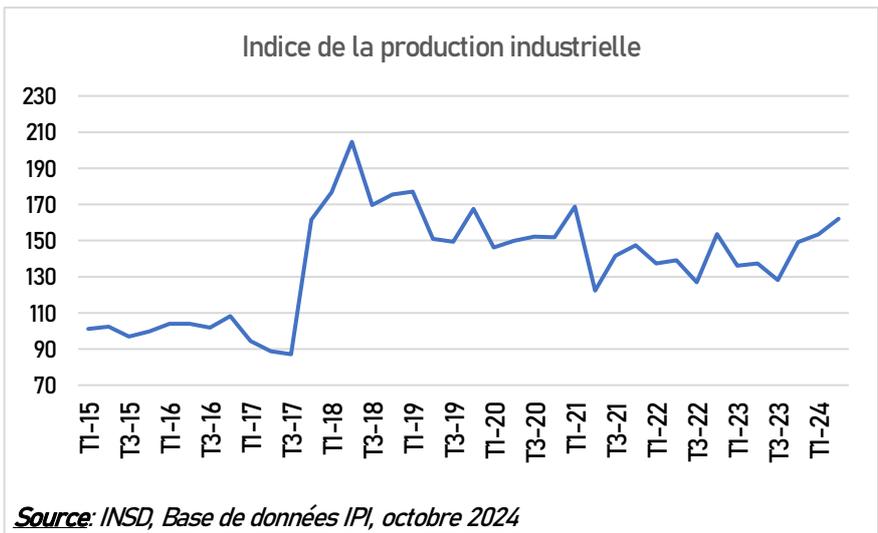
Au deuxième trimestre 2024, le produit intérieur brut croît de 0,6% tout comme au premier trimestre 2024.

L'activité économique connaît une croissance de 0,6% au deuxième trimestre comme au trimestre précédent. Cette situation est la résultante des évolutions contrastées entre les différents secteurs d'activités. En effet, le secteur primaire et le secteur tertiaire augmentent respectivement de 0,8% et 1,5% tandis que les

activités du secteur secondaire baissent de 1,9%. Les impôts nets des subventions sur les produits haussent en volume (+3,1%).

Du point de vue des dépenses, la croissance est la résultante des effets conjugués de la consommation finale (-1,0%) et la formation brute de capital fixe (+14,1%). Les exportations reculent de 4,3% tandis que les importations haussent de 1,9%).

Production industrielle

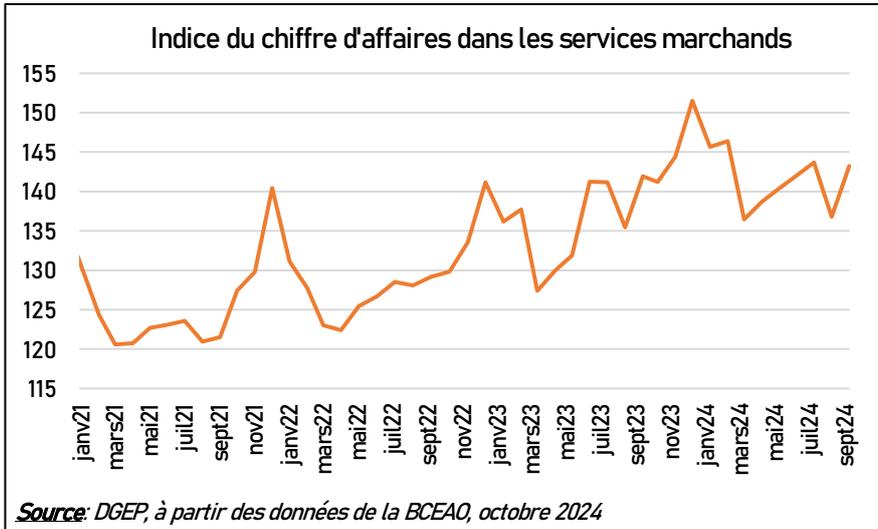


Au deuxième trimestre 2024, la production industrielle en volume enregistre une hausse de 5,7% au deuxième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est attribuable à celle de la production des industries manufacturières (+26,8%), de la production d'électricité et d'eau (+11,1%) ainsi que de la production observée dans les industries extractives (+7,8%).

Par rapport au deuxième trimestre 2023, le volume de la production industrielle est en hausse de 18,0%.

	Variation trimestrielle (%)		
	T2 2023	T1 2023	T2 2024
Electricité et eau	25,4	16,3	11,1
Industries manufacturières	6,4	-23,9	26,8
Industries extractives	-0,1	18,5	7,8
Ensemble	1,0	2,9	5,7

Chiffre d'affaires dans le commerce



En septembre 2024, le chiffre d'affaires dans le commerce est en baisse de 0,9 % en rythme annuel, après un taux actualisé de 1,0% au mois précédent, soit un ralentissement de 0,1 point de pourcentage.

Ce ralentissement est en lien avec une décroissance de l'activité économique notamment dans les branches « Automobiles, motos et pièces détachées » et « Produits pétroliers ».

Au troisième trimestre 2024, le chiffre d'affaires dans le commerce

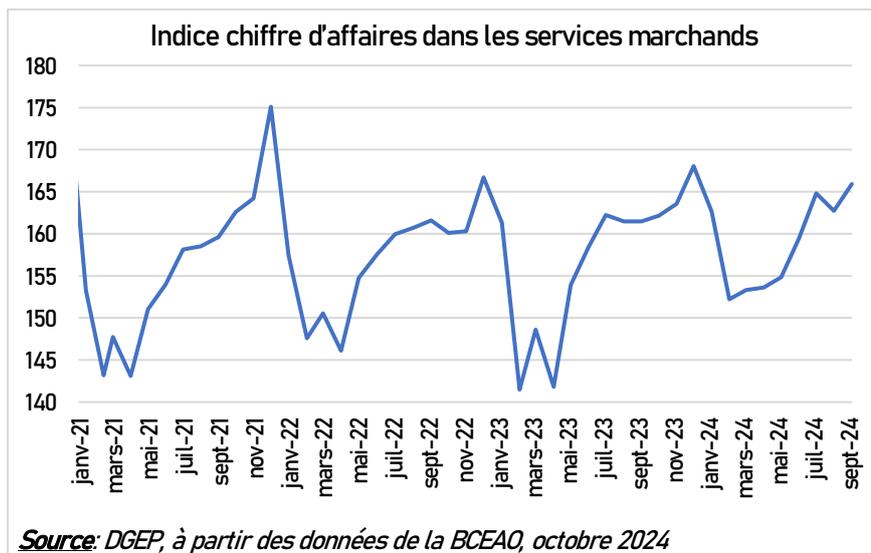
est en progression de 1,2% en moyenne sur un an contre de 4,6% au trimestre précédent, soit une décélération de 3,4 points de pourcentage.

Tableau 3 : Indice du chiffre d'affaires dans le commerce (variation en %)

Principales branches	Rythme annuel			Contribution à la variation (en pdp)
	Sept-23	Août-24	Sept-24	
Produits de l'alimentation	-2,9	4,7	5,7	1,28
Équipement de la personne	27,8	-48,0	-38,6	-0,04
Équipement du logement	4,3	-4,8	-4,2	-1,49
Automobiles, motos et pièces détachées	-30,7	9,8	8,0	0,45
Produits pétroliers	29,6	2,1	4,3	1,13
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	28,5	13,2	3,8	0,28
Produits divers	-15,2	6,5	-11,7	-0,30
Ensemble	5,8	1,5	1,3	1,30

Source : DGEP, à partir des données de la BCEAO, octobre 2024

Chiffre d'affaires dans les services marchands



En septembre 2024, le chiffre d'affaires dans les services marchands est en hausse de 2,8% par rapport à septembre 2023 après celle de 0,8% enregistrée un mois auparavant, soit un regain de 2,0 points de pourcentage.

Cette situation est imputable à un dynamisme de l'activité dans les « services d'informations et de communication » et les « services artistiques, sportifs et récréatifs », ce malgré un ralentissement dans les « services d'hébergement et de restauration » et les « services

spécialisés, scientifiques et techniques ».

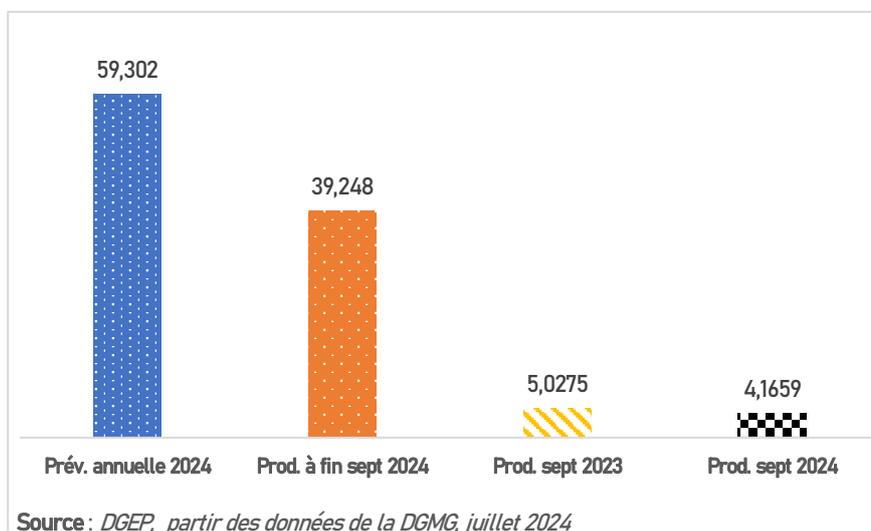
Au troisième trimestre 2024, le chiffre d'affaires dans les services marchands est en augmentation de 1,7% en variation annuelle après 3,2% au trimestre précédent, soit une décélération de 1,5 point de pourcentage.

Tableau 4 : Indice du chiffre d'affaires dans les services marchands (variation en %)

Service	Rythme annuel			Contribution à la variation (en pdp)
	Sept-23	Août-24	Sept-24	
Services de transports, entreposage	2,9	-0,7	-1,4	-0,6
Services d'hébergement et de restauration	-0,1	23,6	20,7	0,4
Services d'informations et de communication	0,1	3,9	4,0	1,1
Services immobiliers	5,2	-1,7	3,8	0,0
Services spécialisés, scientifiques et techniques	-14,5	20,4	20,1	0,7
Services de soutien et de bureau	-2,0	-15,3	-15,2	-0,2
Enseignement	1,5	-23,7	-26,3	-0,2
Services pour la santé humaine et l'action sociale	-66,6	-1,7	1,9	0,0
Services artistiques, sportifs et récréatifs	1,7	-3,3	6,7	1,5
Autres services non n.c.a	-9,2	9,3	9,7	0,0
Ensemble	-0,1	0,8	2,8	2,8

Source : DGEP, à partir des données de la BCEAO, octobre 2024

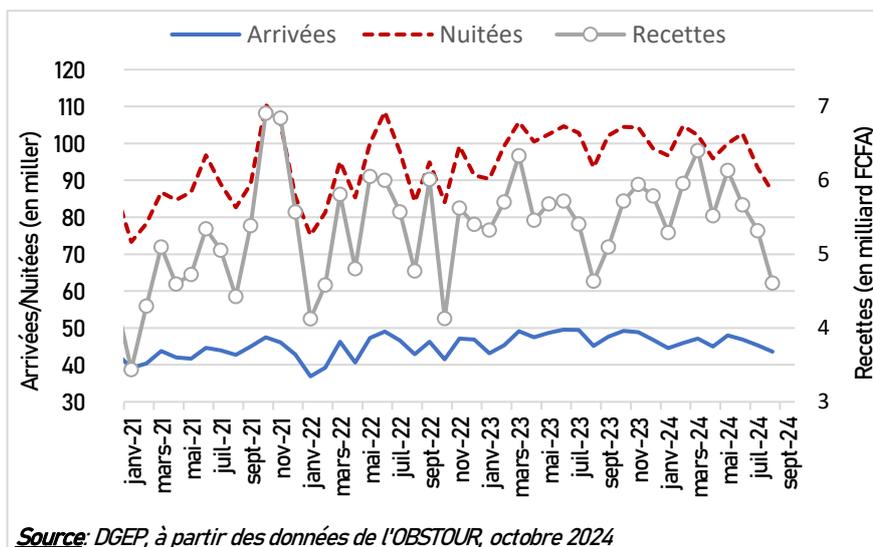
Production industrielle d'or en tonne



La production industrielle d'or se situe à 39,248 tonnes à fin septembre 2024 sur une prévision annuelle de 59,302 tonnes, soit un taux de réalisation de 66,2%. Comparativement à la même période en 2023, ce niveau de réalisation est en baisse de 7,6 points de pourcentage.

La production du mois de septembre 2024 est estimée à 4,1659 tonnes. Elle est en chute de 17,1% par rapport à celle réalisée au même mois un an plus tôt.

Tourisme et hôtellerie



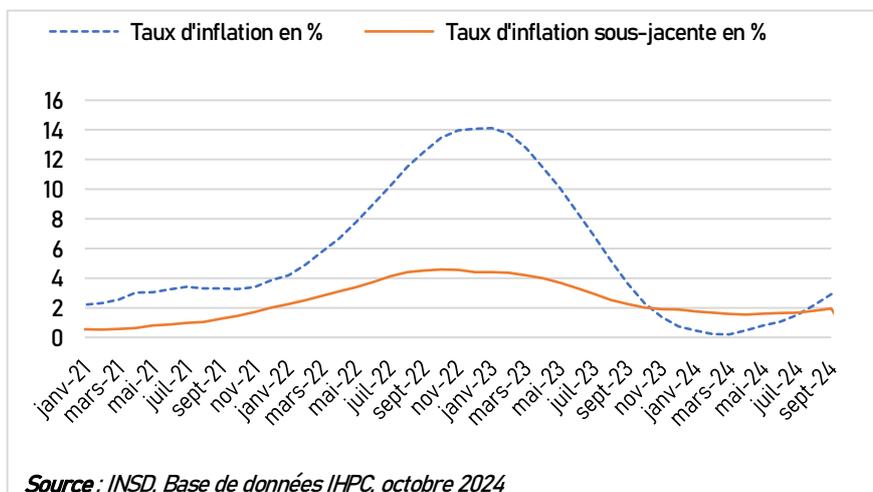
Source : DGEF, à partir des données de l'OBSTOUR, octobre 2024

elles sont en hausse de 8,8%.

Au troisième trimestre 2024, les arrivées, les nuitées et les recettes reculent, respectivement de 3,3%, 7,7% et 12,0% par rapport au trimestre précédent. Comparativement au troisième trimestre 2023, les arrivées et les nuitées diminuent respectivement de 5,0% et 7,7%. Quant aux recettes, elles sont en hausse de 2,1%.

II.2. PRIX A LA CONSOMMATION

Inflation et inflation sous-jacente



Source : INSD, Base de données IHPC, octobre 2024

(+2,4%), « hôtels, calé, restaurants » (+2,3%), « transports » (+1,5%), atténuée par la baisse de la fonction « boisson alcoolisée, tabacs et stupéfiants » (-0,8) .

Quant au *taux d'inflation sous-jacente*, il s'est affiché à 1,9%, en hausse de 0,1% par rapport au mois précédent.

Le *taux d'inflation annuel moyen* est la variation du niveau de l'Indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) entre deux années consécutives.

L'INHPC mesure entre deux périodes, l'évolution moyenne des prix de biens et services du panier harmonisé au niveau des pays de l'UEMOA consommés par les ménages. Il est calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels.

Le *taux d'inflation sous-jacente*, est un taux obtenu à partir de l'indice désaisonnalisé. Il exclut les produits à prix volatil tel que les produits frais et l'énergie qui influencent le plus souvent l'évolution de l'indice.

Les indicateurs du tourisme et de l'hôtellerie sont en hausse au mois de septembre 2024 après trois mois successifs de baisse.

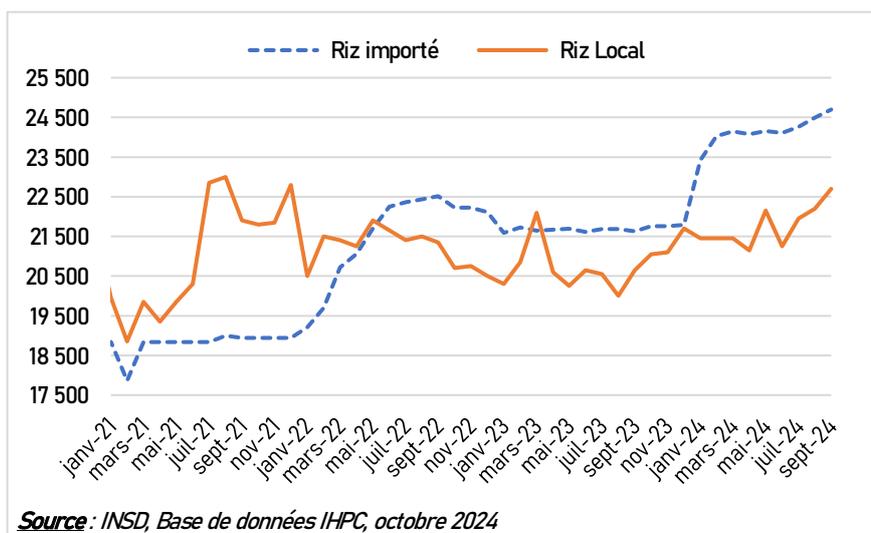
Les arrivées de touristes sont en augmentation de 6,2% pour s'afficher à 46 300. Quant aux nuitées, elles progressent de 9,8% pour s'établir à 95 370. Il en résulte une hausse des recettes de 21,7% qui se sont situées à 5,0 milliards de FCFA. Rapportés à leurs niveaux de septembre 2023, les arrivées et les nuitées baissent respectivement de 2,9% et 6,7%. Quant aux recettes,

Le *taux d'inflation*, en moyenne annuelle, s'affiche à 2,9% en septembre 2024, en hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport au mois précédent.

Cette hausse du niveau général des prix est liée à la progression des prix, notamment des fonctions « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+9,1%), « produits alimentaires, des boissons non alcoolisées » (+3,4%), « enseignement » (2,7%), « Santé »

Prix des principaux biens de grande consommation

Prix du sac de 50 kg de riz



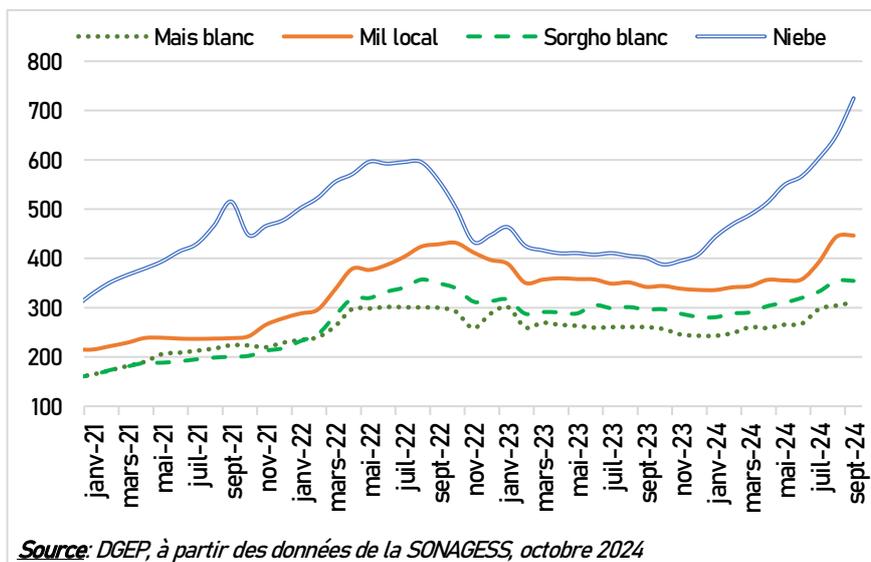
En septembre 2024, les prix moyens du sac de 50 kg de riz local et de riz importé sont en hausse respectivement de 2,3% et de 0,8% par rapport au mois précédent.

Ces deux variétés se sont échangées en moyenne au cours de ce mois à 22 700 FCFA pour le riz local et à 24 698 FCFA pour le riz importé.

Comparé à leurs niveaux un an plutôt, les prix moyens du sac de 50 kg de riz local et celui de riz importé progressent respectivement de 9,9% et de 14,2%.

Au troisième trimestre 2024, les prix moyens du sac de 50 kg de riz local et celui de riz importé sont en hausse respectivement de 3,6% et de 1,5% comparativement au trimestre précédent. Comparés au troisième trimestre de 2023, les prix moyens du sac de 50 kg de riz local et de riz importé sont en hausse respectivement de 9,2% et de 13,0%.

Prix du kg de maïs blanc, du mil local, du sorgho blanc et du niébé



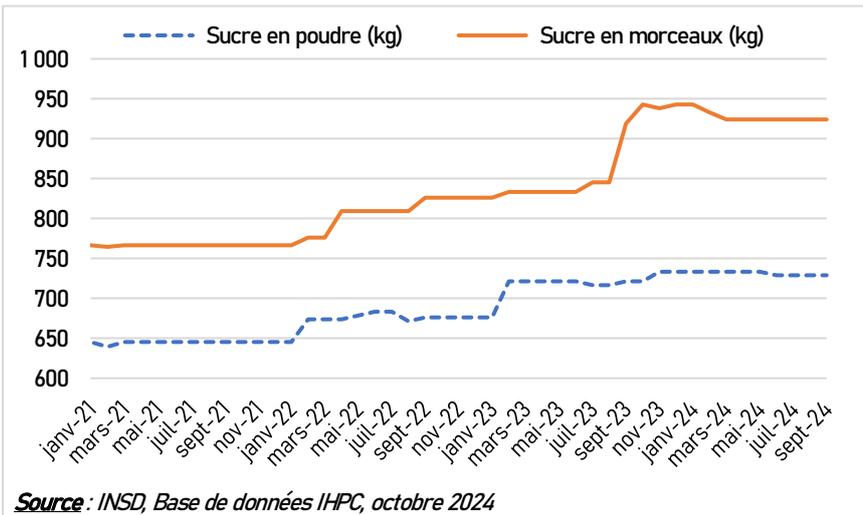
Au cours du mois de septembre 2024, le prix au kg de niébé est en hausse de 11,6%. Ceux du maïs blanc et du mil local enregistrent une légère progression, respectivement de 2,2% et de 0,6%. Quant au prix au kg du sorgho blanc, il reste stable.

En variation annuelle, les prix du kg de niébé, de mil-local, de sorgho blanc et de maïs blanc flambent respectivement de 80,8%, 30,4%, 19,7% et 19,3%.

Au troisième trimestre 2024, les prix moyens au kg se sont affichés à 659,4 FCFA pour le niébé, à 427,7 FCFA pour le mil local, à 347,2 FCFA pour le sorgho blanc et à 304,1 FCFA pour le maïs blanc, marquant ainsi des hausses respectives de 21,4%, de 20,0%, de 11,6% et de 15,2% par rapport au trimestre précédent.

Par rapport au troisième trimestre 2023, les prix moyens sont en hausse de 62,6% pour le niébé, de 23,1% pour le mil local, de 16,7% pour le maïs blanc et de 16,2% pour le sorgho blanc.

Prix moyen du kg de sucre en morceaux et en poudre

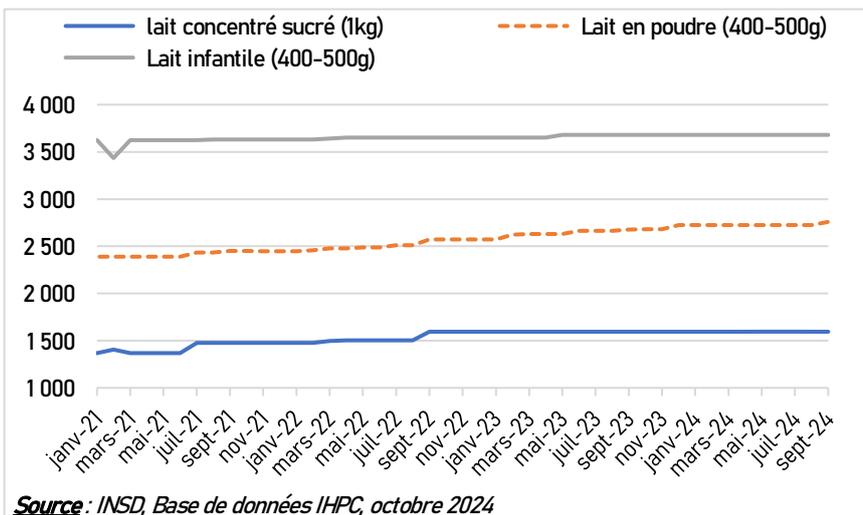


Le prix moyen du kg de sucre en morceaux et celui de sucre en poudre restent stables en septembre 2024. Les deux variétés de sucre se sont échangées en moyenne à 924 FCFA pour le kg de sucre local en morceaux et à 729 FCFA pour le kg de sucre local en poudre.

Rapporté à son niveau du mois de septembre 2023, le prix du kg de sucre en morceaux et celui de sucre en poudre augmentent respectivement de 0,5% et de 1,0%.

Au troisième trimestre 2024, le prix moyen du kg de sucre en morceaux reste stable comparativement au trimestre précédent, tandis que celui de sucre en poudre est en baisse de 1,5%. Comparativement au troisième trimestre 2023, le prix moyen du kg de sucre en morceaux et celui de sucre en poudre sont en hausse respectivement de 6,2% et de 1,5%.

Prix du lait



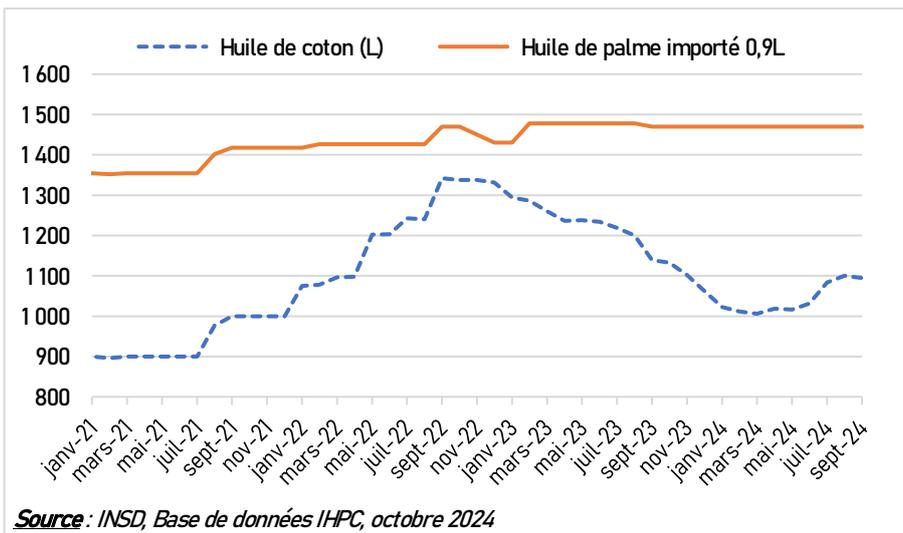
En septembre 2024, le prix du lait en poudre en boîte (400-500) est en hausse de 1,3% en rythme mensuel. Quant à ceux du lait concentré sucré de 1kg et du lait infantile (400-500g), ils restent stables. Ces différentes catégories de lait se vendent en moyenne à 1 595 FCFA pour le lait concentré sucré de 1kg, à 2 759 FCFA pour le lait en poudre en boîte (400-500g) et à 3680 FCFA pour le lait infantile de 400-500g.

Par rapport à leurs niveaux en septembre 2023, les prix du lait concentré sucré ainsi que celui du

lait infantile (400-500g) restent stables. Quant à celui du lait en poudre en boîte (400-500g), il est en hausse de 3,0%.

Au troisième trimestre 2024, les prix du lait concentré sucré de 1kg et du lait infantile (400-500g) restent stables par rapport au deuxième trimestre 2024. Quant à celui du lait en poudre en boîte (400-500), il progresse de 0,4%. Par rapport au deuxième trimestre 2024, le prix du lait concentré sucré de 1kg et du lait infantile (400-500g) restent stables alors que celui du lait en poudre en boîte (400-500) est en hausse de 2,5%.

Prix du litre d'huile



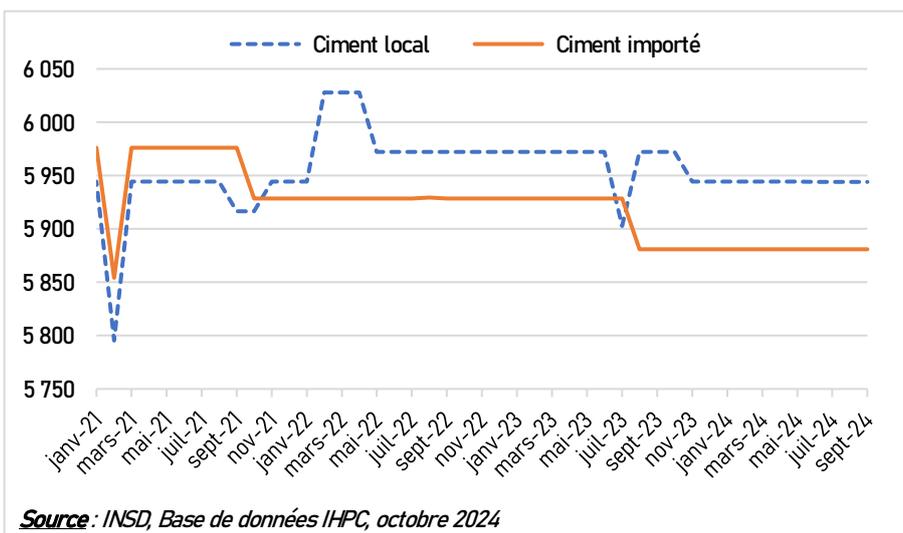
En septembre 2024, le prix de la bouteille de 0,9L d'huile de palme importée demeure stable à 1 470 FCFA. Quant au prix du litre de coton graine, il s'affiche en moyenne à 1 095 FCFA, en légère baisse de 0,5% sur un mois.

Comparativement à leurs niveaux en septembre 2023, le prix du litre d'huile de coton graine baisse de 3,9% et celui de la bouteille de 0,9L d'huile de palme importée reste stable.

En variation trimestrielle, le prix

du litre de l'huile de coton graine est en hausse de 6,9% au troisième trimestre 2024. Quant à celui de l'huile de palme importée, il reste stable. Par rapport au troisième trimestre 2023, le prix du litre de l'huile de coton graine en baisse de 7,8%. Quant à celui de l'huile de palme importée, la baisse n'est que de 0,4%.

Prix du sac de 50 kg de ciment



En septembre 2024, le prix moyen du sac de 50 kg de ciment local ainsi que celui de ciment importé restent stables. Ils se vendent en moyenne à 5 944 FCFA le sac de 50 kg de ciment local et à 5 881 FCFA celui de ciment importé.

Par rapport au même mois de 2023, le prix moyen du sac de 50 kg de ciment local est en légère baisse de 0,5% tandis que celui de ciment importé reste stable.

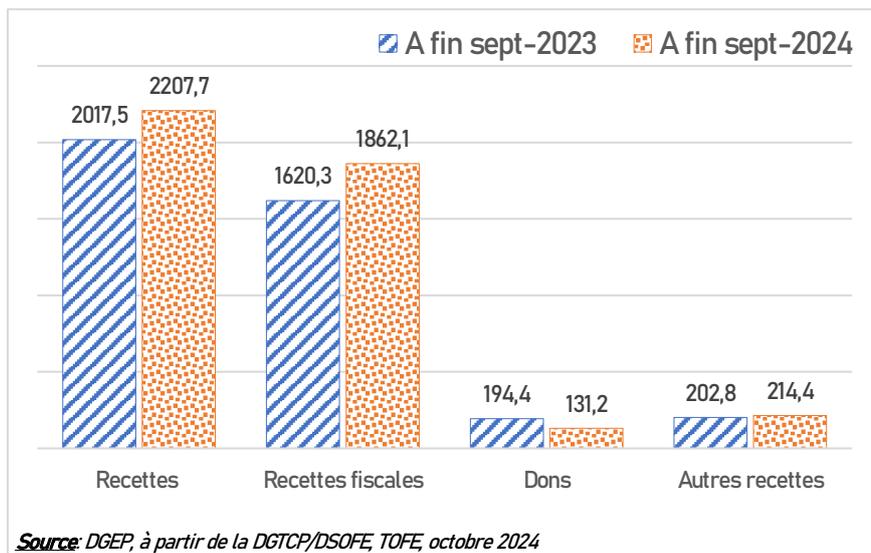
En rythme trimestriel, les prix moyens du sac de 50kg de ciment local et celui de ciment

importé sont resté stable au troisième trimestre 2024. Par rapport au troisième trimestre 2023, le prix moyen de ciment local et celui de ciment importé restent relativement stable avec des baisses respectives de 0,1% et de 0,3%.

II.3. FINANCES PUBLIQUES

A fin septembre 2024, l'exécution des opérations financières de l'Administration centrale s'est soldée par un besoin de financement de 501,5 milliards de FCFA, en dégradation de 9,9% (+45,0 milliards de FCFA) par rapport à fin septembre 2023.

Recettes



A fin septembre 2024, les recettes mobilisées s'élèvent à 2 207,7 milliards de FCFA, en hausse de 9,4% (+190,2 milliards de FCFA) par rapport à fin septembre 2023.

Cet accroissement résulte de la hausse des recettes fiscales de 14,9% (+241,8 milliards de FCFA) et des autres recettes de 5,7% (+11,6 milliards) atténuée par une baisse des dons de 32,5% (-63,2 milliards de FCFA).

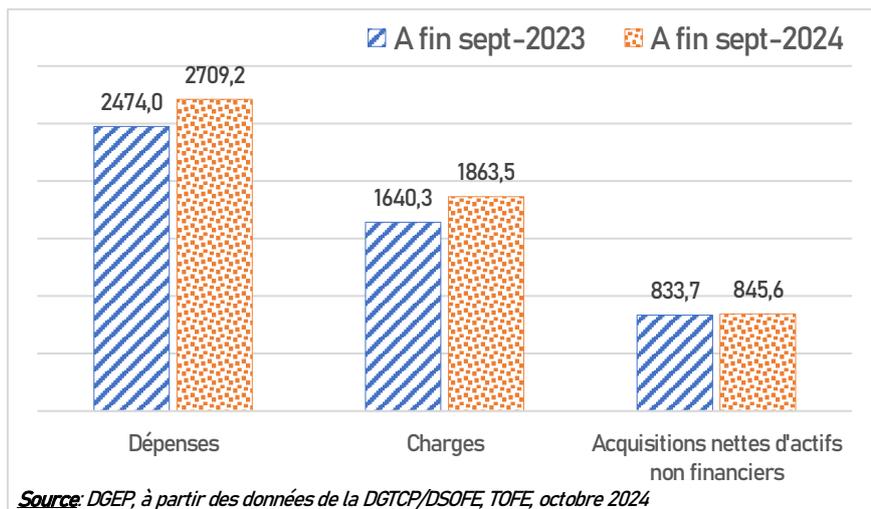
Les recettes fiscales se chiffrent à 1 862,1 milliards de FCFA, en progression de 241,8 milliards de FCFA par rapport à fin septembre

2023. Cette progression résulte essentiellement d'une amélioration des recouvrements des impôts sur les biens et services (+130,8 milliards de FCFA), des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales (+127,5 milliards de FCFA) et d'un recul des impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (-18,6 milliards de FCFA).

S'agissant des autres recettes, elles se situent à 214,4 milliards de FCFA, en hausse de 11,6 milliards en comparaison à fin septembre 2023. Cette augmentation est portée principalement par l'amélioration du recouvrement des revenus de la propriété de 16,6 milliards de FCFA, des ventes de biens et services de 10,6 milliards de FCFA atténuée par une baisse des amendes, pénalités et confiscations de 10,3 milliards de FCFA.

Quant aux dons, ils s'affichent à 131,2 milliards de FCFA, en repli de 63,2 milliards de FCFA par rapport à fin septembre 2023. Cette baisse des dons est imputable essentiellement à une contraction des dons reçus des organisations internationales (-60,9 milliards de FCFA).

Dépenses



Les dépenses s'établissent à 2 709,2 milliards de FCFA à fin septembre 2024, en progression de 9,5% (+235,2 milliards de FCFA) en comparaison à la même période en 2023. Cette hausse des dépenses est imputable aux charges qui augmentent de 13,6% (+223,2 milliards de FCFA) et dans une moindre mesure aux investissements qui progressent de 1,4% (+11,9 milliards de FCFA).

Concernant les charges, elles progressent de 13,6% (+223,2 milliards de FCFA) pour s'établir à 1 863,5 milliards de FCFA à fin septembre 2024. Cette progression est portée essentiellement par l'augmentation des dons de 28,7% (+90,5 milliards de FCFA), de l'utilisation de biens et services de 54,9% (+78,5 milliards de FCFA), des rémunérations des salariés de 9,3% (+68,8 milliards de FCFA), des subventions de 36,7% (+28,6 milliards de FCF) et des intérêts de 6,8% (+15,1 milliards de FCFA). Les autres charges baissent, respectivement de 100,8% (-56,5 milliards de FCFA).

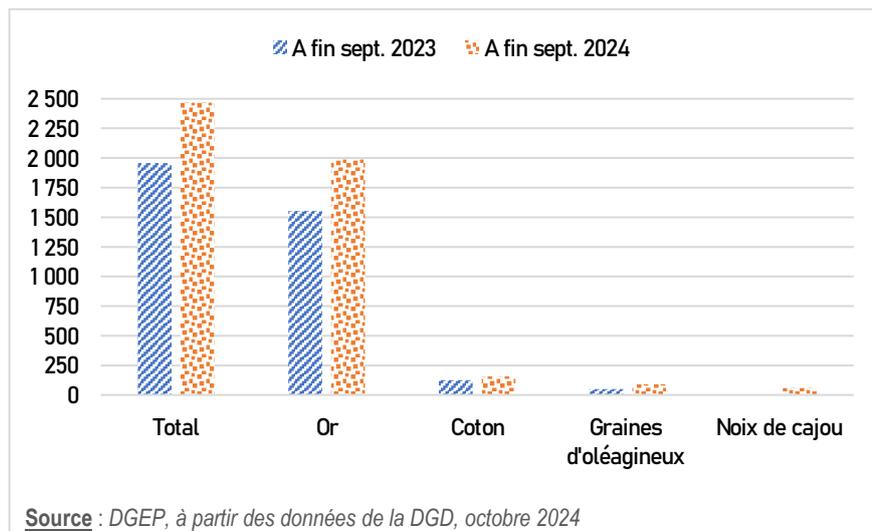
Quant aux acquisitions nettes d'actifs non financiers (investissements), elles s'élèvent à 845,6 milliards de FCFA dont 42,1% financées sur ressources extérieures, en légère hausse de 1,4% (+11,9 milliards de FCFA) par rapport à fin septembre 2023. La progression des investissements est imputable principalement à une augmentation des actifs fixes de 4,1% (+32,8 milliards de FCFA) atténuée par un repli des actifs non produits de 52,2% (-21,1 milliards de FCFA).

Soldes comptables et financements

A fin septembre 2024, le besoin de financement se chiffre à 501,5 milliards de FCFA, en dégradation de 9,9% (+45,0 milliards de FCFA) comparativement à fin septembre 2023. Il est couvert par une accumulation nette de passif de 499,5 milliards de FCFA et une acquisition nette d'actifs financiers de 3,2 milliards de FCFA.

II.4. COMMERCE EXTERIEUR DE BIENS

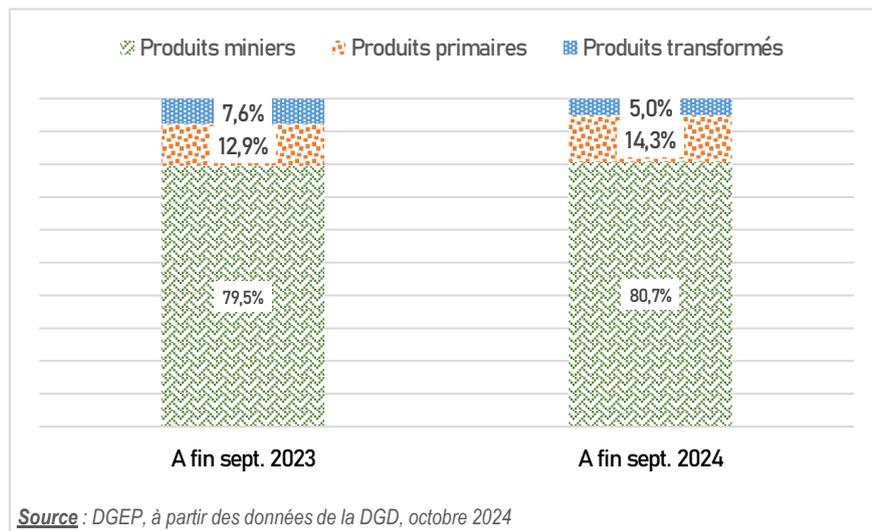
Exportations de biens (en milliard de FCFA)



Les exportations totales de biens s'établissant à 2 466,2 milliards de FCFA à fin septembre 2024, en hausse de 26,0% par rapport à la même période un an plus tôt.

Cette hausse résulte principalement de celle de la vente d'or brut (+28,1%), du coton (+25,7%), des graines d'oléagineux autres que du coton, de l'arachide et du karité (+77,9) et de la vente des noix de cajou d'une valeur de 59,5 milliards de FCFA.

Structure des exportations de biens (en milliard de FCFA)

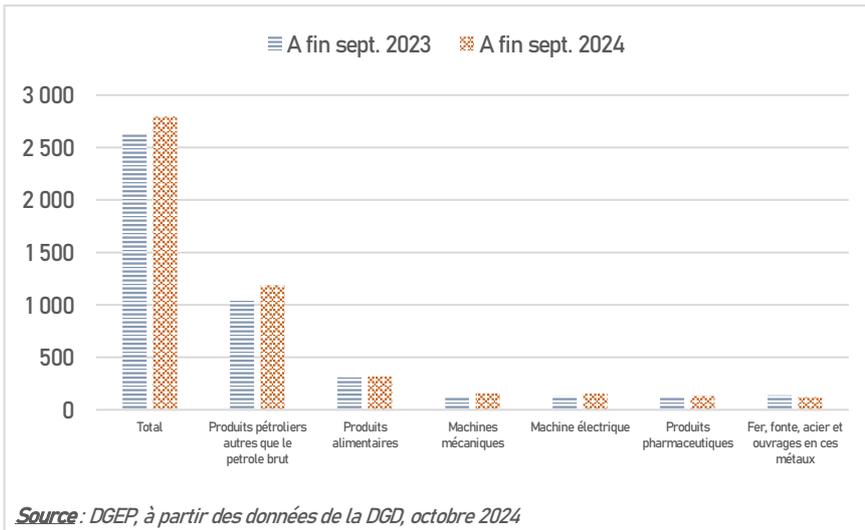


La structure des exportations reste caractérisée par une prédominance des produits miniers représentant 80,7% de la valeur totale des exportations à fin septembre 2024, en progression de 1,2 point de pourcentage par rapport à la même période, un an plus tôt.

Les produits primaires constituent le deuxième poste d'exportation avec 14,3%, en hausse de 1,4 point de pourcentage sur un an. Les produits transformés ne représentent que 5,0% de la valeur

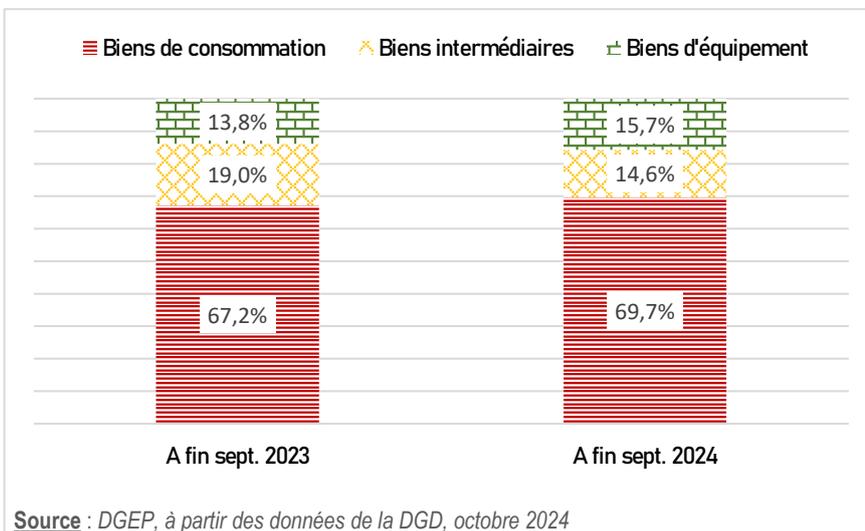
des exportations poursuivant leur recul à 2,7 points de pourcentage après la même ampleur enregistrée au mois dernier.

Importations de biens (en milliard de F CFA)



Les importations de biens se chiffrent à 2 795,6 milliards de FCFA à fin septembre 2024, en progression de 6,2% par rapport à fin septembre 2023. Cette hausse est attribuable, essentiellement aux produits pétroliers autres que le pétrole brut (+13,0%), aux machine électrique (+18,9%), aux produits pharmaceutiques (+9,4%) et aux machines mécaniques (+29,1%). Les importations de fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux ont enregistré une baisse de 12,7%.

Structure des importations de biens (en milliard de F CFA)

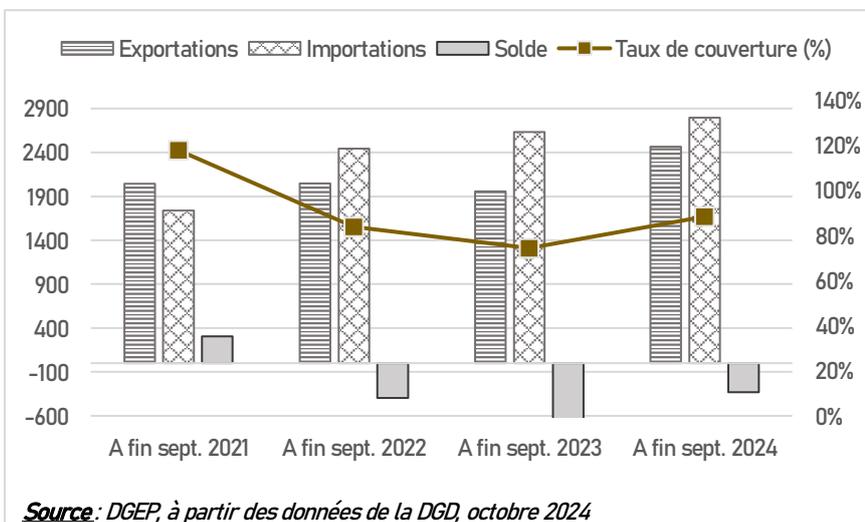


La structure des importations de biens montre que celles-ci restent dominées par les biens de consommation, avec une part de 69,7%, en progression de 2,4 points de pourcentage sur un an. S'agissant des biens d'équipement, ils représentent 15,7% de la valeur des importations, en hausse de 1,9 point de pourcentage.

Quant aux biens intermédiaires qui poursuivent leurs baisses, ils comptent pour 14,6%, en recul modéré de 4,3 points de

pourcentage par rapport à la même période, un an plus tôt après celle de 4,6 points de pourcentage la même ampleur constatée au mois précédent.

Balance commerciale de biens et taux de couverture des importations par les exportations



Le déficit de la balance commerciale est de 329,2 milliards de FCFA à fin septembre 2024, en amélioration de 234,0 milliards de FCFA par rapport à la même période, un an plus tôt. Cette amélioration résulte d'une augmentation des exportations de biens plus que proportionnelle à celle des importations de biens. Aussi, le taux de couverture des importations par les exportations se situe à 88,9%, en dégradation de 0,4 point de pourcentage par rapport au mois

précédent.

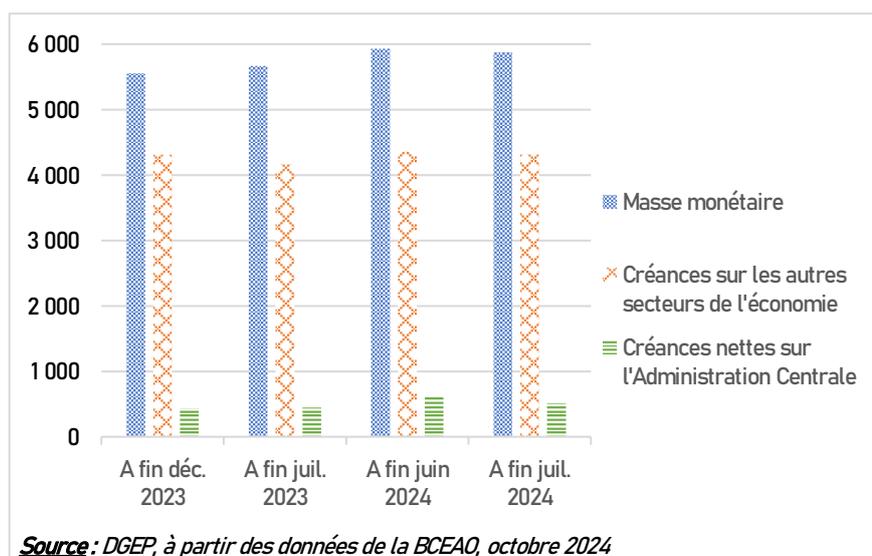
Tableau 5: Structure des exportations et importations de biens (en % de la valeur totale)

	Fin sept. 2023	Fin sept. 2024			
EXPORTATIONS	100,0	100,0			
Produits primaire	12,9	14,3			
Agriculture, Elevage, Pêche	0,8	1,9			
Agriculture Industrielle et d'Exportation	12,1	12,4			
<i>dont Coton</i>	<i>6,4</i>	<i>6,3</i>			
<i>Graines de coton</i>	<i>3,0</i>	<i>0,0</i>			
<i>Graines d'oléagineux autres que Graines de coton, d'arachides et de karité</i>	<i>2,6</i>	<i>3,6</i>			
<i>Noix de cajou</i>	<i>0,0</i>	<i>2,4</i>			
Produits transformés	7,6	5,0			
Produits de la première transformation	1,8	1,4			
<i>dont amande de cajou</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>			
<i>autres graisses et huiles</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>			
Conserves et Préparation Alimentaires	0,2	0,3			
Produits manufactures	7,6	5,0			
<i>dont matériaux de construction (Ciment prête à usage)</i>	<i>2,6</i>	<i>1,5</i>			
<i>matières textiles et ouvrage en ces matières</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>			
Produits miniers	79,5	80,7			
<i>dont Or brut</i>	<i>79,3</i>	<i>80,6</i>			
IMPORTATIONS	100,0	100,0			
Biens de consommation	67,2	69,7			
Produits alimentaires	11,8	11,3			
Autres biens de consommation	55,4	58,3			
<i>dont produits pétroliers autre que le pétrole brut</i>	<i>39,9</i>	<i>42,5</i>			
<i>produits pharmaceutiques</i>	<i>4,6</i>	<i>4,7</i>			
Biens intermédiaires	19,0	14,6			
<i>dont engrais</i>	<i>2,5</i>	<i>1,6</i>			
<i>fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux</i>	<i>5,3</i>	<i>4,3</i>			
<i>matériaux de construction (clinker)</i>	<i>3,7</i>	<i>2,4</i>			
<i>produits chimiques</i>	<i>2,9</i>	<i>2,2</i>			
Biens d'équipement	13,8	15,7			
<i>dont machine électrique</i>	<i>4,9</i>	<i>5,5</i>			
<i>machines mécaniques</i>	<i>4,6</i>	<i>5,6</i>			
<i>matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme</i>	<i>2,1</i>	<i>2,4</i>			
BALANCE COMMERCIALE					
	2021	A fin sept. 2021	A fin sept. 2022	A fin sept. 2023	A fin sept. 2024
Exportations	2 765,6	2 043,3	2 047,6	1 956,6	2 466,2
Importations	2 501,1	1 736,9	2 444,8	2 633,3	2 795,6
Solde	264,5	306,4	-397,2	-676,6	-329,4

Source : DGEP, à partir des données de la DGD, octobre 2024

II.5. MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Masse monétaire



La masse monétaire⁴ se situe à 5 876,7 milliards de FCFA à fin juillet 2024, en diminution de 51,8 milliards de FCFA (-0,9%) par rapport à son niveau à fin juin 2024.

Cette baisse est observée au niveau des dépôts transférables (-108,3 milliards de FCFA, soit -3,9%) ; la circulation fiduciaire (+5,3 milliards de FCFA, soit +0,5%) et les autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+51,2 milliards, soit +2,4%) ayant connu une hausse.

Au niveau de ces contreparties, la diminution de la masse monétaire est reflétée à travers celles des Actifs Extérieurs Nets (AEN) de 27,3 milliards de FCFA (-1,3%) et des créances intérieures⁵ de 55,9 milliards de FCFA (-1,2%).

Le financement de l'économie par les banques commerciales (créances sur l'économie) s'élève à 4 316,2 milliards de FCFA à fin juillet 2024, en baisse de 38,0 milliards de FCFA (-0,9%) en rythme mensuel, imputable à la baisse des crédits bancaires au profit du secteur financier non-bancaire (-35,8%), du secteur public (-2,9%) ainsi qu'aux sociétés non-financières privées (-2,4%), plus prononcée que la hausse des crédits alloués des ménages et ISBLSM (+2,3%).

Concernant le financement de l'administration centrale (Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale), il ressort à 421,5 milliards de FCFA à fin juillet 2024, en baisse de 17,8 milliards de FCFA (-4,1%) sur un mois, résultant de la baisse des créances nettes de la BCEAO (-55,0 milliards de FCFA) atténuée par la hausse de celles des banques (+37,1 milliards de FCFA).

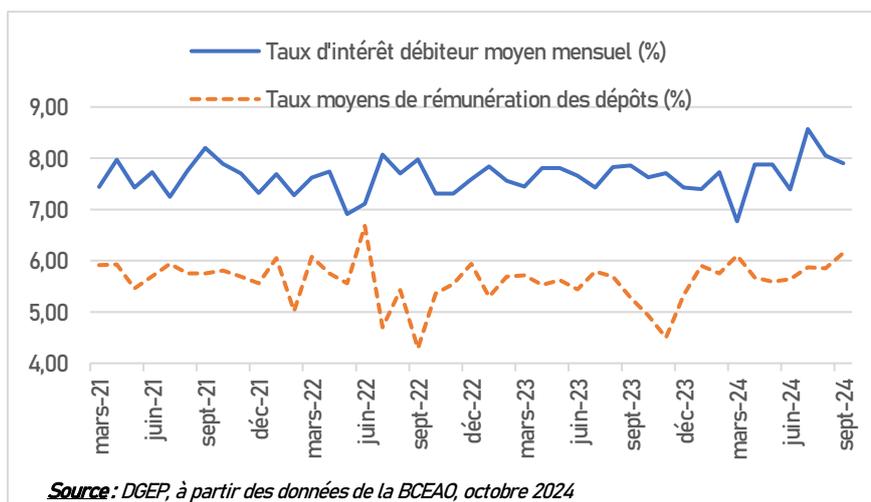
Rapporté à son niveau à fin juillet 2023, la masse monétaire est en augmentation de 208,1 milliards de FCFA (+3,7%), en lien principalement avec la progression des créances intérieures (+6,8%) et des AEN (+16,8%).

Comparativement à son niveau à fin décembre 2023 (5 520,0 milliards de FCFA), la masse monétaire s'est accrue de 5,8%. Cette progression de la masse monétaire est en liaison avec l'accroissement des AEN de 27,7% ; les créances intérieures étant en repli de 0,4%.

⁴ La masse monétaire est constituée des billets et pièces de monnaie en circulation dans l'économie ainsi que des dépôts des entreprises, des particuliers et des ménages dans les banques

⁵ Il s'agit des crédits octroyés par le système bancaire au secteur privé et le financement bancaire à l'Etat

Taux d'intérêt débiteur et créditeur



Le taux d'intérêt débiteur moyen mensuel continue sa baisse en s'affichant à 7,90% en septembre 2024 après 8,05% au mois précédent, soit une régression de 0,15 point de pourcentage. En rythme annuel, le taux d'intérêt débiteur moyen mensuel est en hausse de 0,04 point de pourcentage et le taux moyen de rémunération des dépôts de 0,87 point de pourcentage.

Suivant la nature du client, la baisse mensuelle du taux débiteur est

favorisée principalement par celle des taux d'intérêt appliqués aux entreprises individuelles (-0,1 point de pourcentage), au personnel des banques (-0,1 point de pourcentage) et aux particuliers hors personnel des banques (-0,4 point de pourcentage). En revanche, les taux appliqués aux sociétés non financières publiques, aux autres sociétés non financières et aux ISBLM progressent respectivement de 1,7 point, de 0,1 point et de 0,4 point de pourcentage. Selon l'objet, les taux des crédits à l'immobilier et à la consommation baissent respectivement de 0,6 point et 0,2 point de pourcentage, tandis que ceux des concours à la trésorerie, à l'équipement et à l'immobilier s'accroissent respectivement de 0,5 point, de 0,4 point et de 0,1 point de pourcentage. Relativement au type de client, le taux d'intérêt appliqués aux personnes physiques et ainsi que ceux appliqués aux personnes morales baissent respectivement de 0,4 point de pourcentage et de 0,2 point de pourcentage.

Le taux moyen de rémunération des dépôts augmente de 0,3 point de pourcentage au cours du mois de septembre 2024 en se situant à 6,15 % après 5,85% enregistré en août 2024. Selon la nature du déposant, la hausse du taux des dépôts est imprimée par celle des taux accordés aux dépôts des sociétés non financières publiques (+0,7 point de pourcentage) et aux autres sociétés non financières (+0,6 point de pourcentage). Cette hausse est atténuée principalement par la baisse des taux accordés aux ISBLM (-1,2 point de pourcentage), aux auxiliaires financiers (-0,5 point de pourcentage), aux entreprises individuelles (-0,4 point de pourcentage) et aux particuliers hors personnel de banque (-0,3 point de pourcentage). Suivant la nature du dépôt, la hausse du taux moyen des dépôts est impulsée par le taux des dépôts à terme qui passe de 5,85% en août 2024 à 6,15% en septembre 2024, soit une régression de 0,3 point de pourcentage. Selon le type de client, le taux moyen de rémunération des dépôts des personnes physiques baisse de 0,3 point de pourcentage tandis que celui des dépôts des personnes morales augmente de 0,3 point de pourcentage.

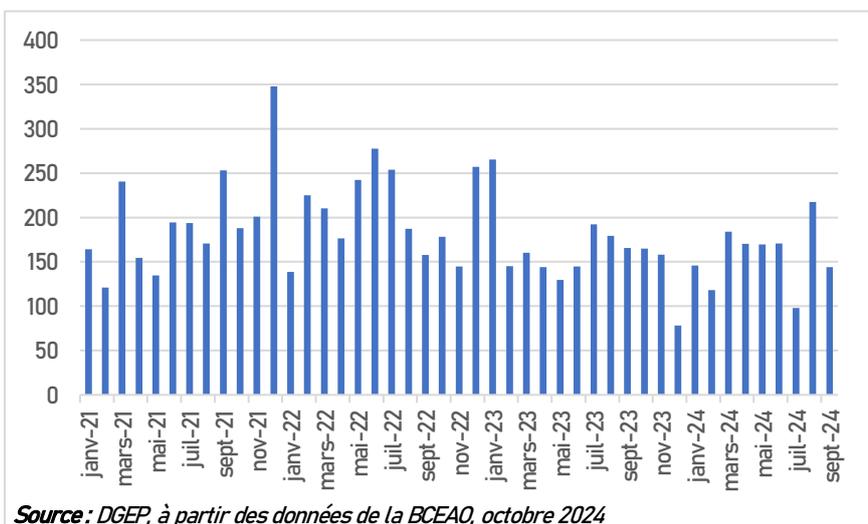
Au troisième trimestre 2024, le taux débiteur moyen s'établit à 8,17% après 7,72 enregistré au trimestre précédent, soit une hausse de 0,45 point de pourcentage. Par rapport au même troisième trimestre de 2023, la hausse est de 0,44 point de pourcentage. S'agissant du taux moyen des dépôts, il se situe à 5,96% au cours du trimestre après 5,63% le trimestre précédent, soit une hausse de 0,33 point de pourcentage. Comparativement au troisième trimestre 2023, la hausse est de 0,37 point de pourcentage.

Tableau 6: Taux d'intérêt selon la nature du client (%)

Institutions de microfinance	Taux d'intérêt débiteur moyens	Taux moyen de rémunération des dépôts
Sociétés d'assurances et de Fonds de pensions		6,00
Auxiliaires financiers	6,50	5,10
Sociétés non financières publiques	8,14	5,21
Autres sociétés non financières	8,43	6,30
Entreprises individuelles	8,58	6,57
Particuliers (Hors personnel de Banques)	7,98	4,83
Personnel de Banques	2,91	5,25
ISBLM	10,01	4,92
Administrations Centrales	6,50	
Administrations locales et régionales		6,00
Taux moyen		5,85

Source : DGEP, à partir des données de la BCEAO, octobre 2024

Volume de crédits octroyés (en milliard de FCFA)



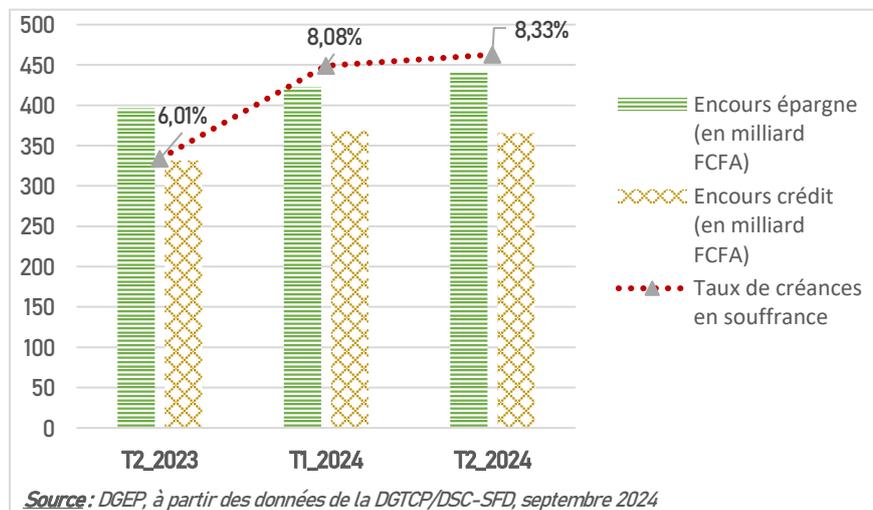
Le volume des crédits octroyés baisse de 33,8% en se situant à 144,1 milliards de F CFA en septembre 2024 contre 217,5 milliards de FCFA en août 2024. Comparativement en septembre 2023, la baisse est de 13,1%.

Selon la nature du débiteur, la baisse du volume de crédits octroyés au cours du mois de septembre 2024 est principalement due à une forte régression des crédits accordés aux sociétés non financières publiques (-85,21%), aux autres sociétés non

financières (-51,22%) et aux ISBLM (-51,14%). En revanche, le volume de crédits accordés aux administrations centrales et au personnel de banques se sont fortement accrus respectivement de 97,80% et 45,64%. Selon l'objet, tous les crédits (à la consommation, à l'équipement, à la trésorerie et à l'immobilier) sont en baisse, à l'exception des autres crédits qui augmentent de 87,0%. En particulier, les crédits octroyés pour le motif de trésorerie baissent de 65,6%, ceux octroyés pour le motif de consommation de 49,6% et ceux octroyés pour le motif d'équipement de 46,7%.

Au troisième trimestre 2024, le volume moyen de crédit octroyé s'établit à 153,2 milliards de F CFA, en baisse de 9,98% par rapport au trimestre précédent. Rapporté troisième trimestre de 2023, la baisse du volume moyen de crédit octroyé est de 14,46%.

Microfinance



Au deuxième trimestre 2024, le nombre de Systèmes financiers décentralisés (SFD) diminue de 2,4% en passant de 124 SFD au premier trimestre à 121 SFD au second trimestre.

Le nombre de membres (composé de personnes physiques et de groupements) est ressorti à 1 848 195 membres au deuxième trimestre 2024, en progression de 2,6% par rapport au trimestre précédent. Cet accroissement est en lien avec la hausse de 2,8% des

membres personnes physiques, respectivement de 3,3% pour les hommes et 2,1% pour les femmes.

L'encours de l'épargne passe de 422,6 milliards de francs CFA au 31 mars 2024 à 440,9 milliards de francs CFA au 30 juin 2024, soit une augmentation de 4,3%. De même, cet encours est en hausse de 11,3% en glissement annuel. L'épargne moyenne s'affiche à 287 771,8 francs CFA au deuxième trimestre 2024, marquant ainsi un accroissement de 1,2% comparé au trimestre précédent. En glissement annuel, l'épargne moyenne croit de 0,5%. L'encours de crédit ressort à 365,4 milliards de francs CFA au deuxième trimestre 2024, en baisse de 0,8% par rapport au trimestre précédent. Par rapport au même trimestre de l'année passée, il connaît une amélioration de 10,2%.

Enfin, le taux de créances en souffrance se dégrade davantage de 0,25 point de pourcentage en s'affichant à 8,33% au deuxième trimestre 2024. Ce taux traduit toujours les efforts supplémentaires à déployer par les SFD pour le recouvrement des créances et une vigilance des structures sur la qualité du portefeuille.

Tableau 7: Récapitulatif des principaux indicateurs conjoncturels au plan national

SECTEUR REEL ET PRIX			
PIB et activité de production	2022	2023	2024
PIB nominal (milliards de FCFA)	11 752,8 <i>(estimation)</i>	12 425,7 <i>(estimation)</i>	13 385,4 <i>(projection)</i>
Taux de croissance (%)	1,8 <i>(estimation)</i>	3,6 <i>(estimation)</i>	5,5 <i>(projection)</i>
<i>Secteur primaire (%)</i>	10,7	2,9	5,9
<i>Secteur secondaire (%)</i>	-8,7	2,5	4,6
<i>Secteur tertiaire (%)</i>	5,1	4,1	6,0
Taux d'inflation (%)	14,1	0,7	2,0
Indices d'activité			
	A fin sept-23	A fin août-24	A fin sept-24
Indice du chiffre d'affaires dans le commerce (variation annuelle en %)	5,8	1,0	0,9
Indice du chiffre d'affaires dans les services marchands (variation annuelle en %)	-0,1	0,8	2,8
	mars-23	déc. 2023	mars-24
Indice de la production industrielle (variation trimestrielle en %)	-3,7	16,4	3,6
Production d'or fin	A fin sept-23	A fin août-24	A fin sept-24
Quantité d'or produite (tonnes)	41,94740	35,082	39,248
Inflation	sept-23	août-24	sept-24
Taux d'inflation annuel moyen (%)	3,6	2,2	2,9
Taux d'inflation sous-jacente annuel moyen (%)	2,2	1,8	1,9
Prix de produits de grande consommation (FCFA)	sept-23	août-24	sept-24
Prix du sac (50 kg) du riz local	20 650	22 200	22 700
Prix du sac (50 kg) du riz importé	21 630	24 495	24 698
Huile de coton graine (L)	1 139	1 100	1 095
Huile de palme importée (0,9L)	1 470	1 470	1 470
Prix du sucre en morceaux	919	924	924
Prix du sucre en poudre	721	729	729
Lait concentré sucré de 1kg	1 595	1 595	1 595
Lait en poudre en boîte (400-500g)	2 678	2 724	2 759
Lait infantile (400-500g)	3 680	3 680	3 680
Prix du sac (50kg) de ciment local	5 972	5 944	5 944
Prix du sac (50kg) de ciment importé	5 881	5 881	5 881
Prix au consommateur des céréales et sésame	sept-23	août-24	sept-24
Prix du kg de maïs blanc	260,6	304,2	310,9
Prix du kg de mil local	342,2	443,7	446,3
Prix du kg de sorgho blanc	296,2	354,4	354,4
Prix du kg de niébé	400,9	649,6	724,8
Prix du sésame	1082,7	1179,7	1155,6
ADMINISTRATION PUBLIQUE			
Finances publiques	A fin sept-23	A fin août-24	A fin sept-24
Recettes (milliard de FCFA)	2 017,5	2 008,4	2 207,7
Dépenses (milliard de FCFA)	2 474,0	2 382,0	2 709,2
SECTEUR EXTERIEUR			
Echanges extérieurs de biens	A fin sept.-23	A fin août-24	A fin sept-24
Exportations (milliard de FCFA)	1 956,6	2 201,7	2 466,2
Importations (milliard de FCFA)	2 633,3	2 476,9	2 795,6
Balance commerciale (milliard de FCFA)	-676,6	-275,2	-329,4
MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ECONOMIE			
Situation monétaire	juin-23	mai-24	juin-24
Masse monétaire (milliard de FCFA)	5 744,9	5 851,6	5 928,5
Taux d'intérêt et volume de crédit	août-23	juil-24	août-24
Taux d'intérêt mensuel moyen débiteur (%)	7,83	8,57	8,05
Volume de crédits octroyés (milliard de FCFA)	179,4	98,0	217,5
Situation des indicateurs des SFD	T2_2023	T1_2024	T2_2024
Nombre total de SFD	134	124	121
Membres	1 827 759	1 800 662	1 848 195
Encours épargne (en milliard FCFA)	396,3	422,6	440,9
Épargne moyenne	286 296,2	284 497,5	287 771,8
Encours crédit (en milliard FCFA)	331,6	368,3	365,4
Créances en souffrance (en milliard FCFA)	19,9	29,8	30,4
Taux de créances en souffrance	6,01%	8,08%	8,33%

Source : DGEP, octobre 2024



DPAM

01 BP 396 Ouagadougou 01 - BF

Tél.: (+226) 25 31 82 74

E-mail: dgep@finances.gov.bf

Site web : dgep.gov.bf